

# *RECLAIM THE FIELDS*

Bulletin Francophone n°1



*Printemps 2012*

## Vous avez devant les yeux le premier bulletin francophone de la galaxie Reclaim The Fields. YES !

C'est une idée qui traîne depuis un moment, vu la difficulté pour assurer en temps et en heure la confection de bulletin européens traduits en 5 langues ou plus – les articles, le temps d'être traduits, débarquaient souvent hors d'actualité au moment de leur publication. Au Campement Européen de Rosia Montana, il a été décidé que les bulletins seraient proposés en anglais, et qu'ensuite charge aux volontaires d'en assurer des traductions dans leur langue-mère.

Depuis qu'il existe une sorte d'assemblée francophone de Reclaim The Fields, l'éventualité de confectionner un bulletin francophone s'est imposé d'elle-même, notamment parce que le besoin de faire exister quelque chose d'un peu plus consistant se faisait ressentir. Vous pouvez télécharger les autres bulletins européens, sur [www.reclaimthefields.org](http://www.reclaimthefields.org)

Dans ce numéro 1, vous trouverez des comptes-rendus des précédentes assemblées, francophone et européennes. Un document présente les résultats du petit groupe qui s'occupe de ce projet de « réseau de fermes », rebaptisé « réseau de compagnonnage ». C'est l'un des plus vieux projet discuté dans RTF, il commence à prendre corps et si cela vous intéresse de contribuer à son envol, n'hésitez surtout pas à contacter les personnes qui s'en occupe.

Ensuite sont livrés deux contributions sur la question épineuse de l'élevage en agriculture. Bien que nous ne soyons pas tous d'accord avec leur contenu, c'est pour nous une façon de participer au débat, et de permettre que chacun et chacune d'entre nous affine son approche sur la question, même si ce n'est certainement pas ici que nous allons résoudre cette question.

Viennent ensuite un certain nombre de récits et d'analyses autour d'actions et d'événements qui se sont déroulés ces derniers temps, ou qui vont se dérouler prochainement. On y retrouve entre autre le tract d'appel à la Manif de réoccupation de la ZAD en cas d'expulsion (quelque chose que l'on « organise » plus spécifiquement en tant que RTF).

Sur la fin, nous re-publions deux textes qui abordent les rapports entre le monde paysan et la gestion du territoire, de la production, et finalement le rôle des institutions dans la disparition de la paysannerie. Là encore, on est pas tous et toutes à fond avec ce qui est écrit. Quelques éléments peuvent être perçus comme un peu méprisant lorsque l'on est paysan, parce qu'en réalité on a pas forcément l'étendu du choix pour exister et produire selon des critères de pureté politique. Mais cela reste pertinent de se pencher dessus pour se faire son propre avis.

Pour finir sont présenté deux initiatives de matériel de propagande que sont le film contre le pucage « moutons 2.0 » et l'émission de radio Canut « les paysans et paysannes dans la lutte des classes » que nous vous invitons à visionner/écouter et diffuser largement.

Ce qui semble important pour conclure, c'est l'intérêt qu'un tel bulletin existe et circule, et que soit envisagé d'autres numéros, aussi, faites circuler les infos d'initiatives locales, prenez votre plume pour réagir et contribuer à l'élaboration d'un fond de pensée critique sur les combats que nous menons...

4	Compte-rendu des 2emes rencontres francophones
13	Compte-rendu de la réunion RtF à Turin
15	Petit historique du mouvement No-TAV
17	Les principes du réseau de compagnonnage agricole de RtF
19	RtF et CrabGrass
	_____
20	Pour une agriculture sans élevage, pour un projet mondial non spéciste
26	Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXIe siècle
	_____
33	En Andalousie : la terre contre la crise
38	Convergences des luttes contre l'artificialisation <b>des terres nourricières</b>
41	2ème Forum Thématique Européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés
43	Tous aux prairies
45	Notre-Dame des Landes : Manifestation de ré-occupation
51	Décines ta résistance, appel à la création d'un camp contre l'OL Land
53	Le collectif de la Bourdache résiste toujours
	_____
55	On nous appelle « les paysans »
58	Là où tout a été « géré », plus rien ne pousse
	_____
66	Appel à dons - Le Jardin des 400 goûts a besoin de vous
67	Film - Mouton 2.0
69	Radio – Les paysan.ne.s dans la luttes des classes

# Compte-rendu des 2èmes rencontres francophones

**Presque 70 personnes se sont réunies à Kraken début novembre 2011 pour les 2ème rencontres francophones de RTF.**

Un tour de présentation a montré qu'un certain nombre venait pour découvrir RTF et ce qu'il y a derrière et d'autres pour continuer à avancer sur des projets déjà engagés, que certain.e.s avaient déjà des activités agricoles collectives, d'autres des projets qui font rêver, que les jardinier.e.s des villes étaient présent.e.s aussi, ainsi que les squatteur.euse.s de terrain de fac, et les partageur.euse.s de rûchers, qu'il y avait aussi des wwoofeu.se.s, des compagnon.ne.s du réseau REPAS (Réseau d'Echanges et de Pratiques Alternatives et Solidaires), des constructeurs terre-paille, des producteurs de cidre, et même des journalistes de CQFD ... Et que les attentes par rapport à ces rencontres étaient aussi diverses que les gens qui s'y trouvaient ... ( avec entre autre, les questions des installations collectives, des luttes foncières et contre la spéculation, des liens à faire avec d'autres luttes, avec les « quartiers », de la destruction du capitalisme, des rapports de genre, des autres aspects de la production agricole : vêtements, matériaux de construction, ...

## PRÉSENTATION/NOUVELLES DE QUELQUES « ÉTOILES » DE LA CONSTELLATION FRANCOPHONE

...

J'ai retenu d'une rapide présentation de RTF qu'on pouvait considérer ce réseau comme une « voix » des agricultures vivrières, collectives, non-marchandes, et pour l'accès à la terre, comme un espace pour les « agriculto-alterno-autonomes ». Personne ne sait exactement ce que sont ou doivent être les groupes locaux, il y aurait plutôt des dynamiques locales, sur des événements, des lieux.

### **KRAKEN**

Une ancienne colonie de vacances rachetée il y a trois ans par une association ( pour que la propriété reste collective, et qu'il n'y ait pas de questions d'héritages) dizaine de personnes, plutôt venues de la ville et des milieux activistes urbains, y vit et mène différents projets, en ayant fait le choix de ne pas être pour l'instant un lieu d'activités collectives lucratives. Le lieu accueille des chantiers collectifs, et de transmissions de savoirs féministes ( par exemple en organisant des chantiers non-mixtes autour des activités du bâtiment), des projections-



débats, un atelier menuiserie, un rûcher.. Il y a aussi la volonté d'être un lieu d'« accueil de réseaux militants » ( et c'est pour ça qu'on était là ...) et un lieu de vacances autogéré ( où par exemple, parents et enfants peuvent organiser leurs temps, leurs activités... )

#### **LE GROUPE SANS NOM**

A pour l'instant un lieu de vie collectif, et un groupe de réflexion pour des projets futurs incluant ; des activités agricoles ( principalement maraichères), du militantisme ( participer/soutenir des luttes), et de l'accueil ( colonies « sociales », RDV militants...). Plein de réflexions en cours sur les statuts juridiques, la recherche de terrain, le rapport à la légalité ( construction, achat... ), le rapport à l'argent et à la propriété ...

#### **LE CHAMP DES FILLES :**

3 ha occupé en pleine zone industrielle de Genève depuis le 17/04/2011 .... négociations sont en cours avec les propriétaires pour rester sur ce terrain tant qu'elles n'en ont pas besoin

#### **LE POT'COLL**

Potager squatté de Dijon, à l'emplacement d'un projet d'écoquartier : action de sabotage d'une émission télé de présentation du projet, annonce d'une réunion "publique" ( que la mairie n'avait pas annoncée ....) : occasion de brassages et de réflexions sur les questions de logements, d'urbanisme "vert", de "démocratie" participative...

#### **MALOUSSET**

Ferme collective ( 5-10 personnes) chèvres et transformation, dans un village des Cévennes. Locataire de Terres de Liens ( bail emphytéotique de 400 E par an), en recherche sur des statuts agricoles collectifs ( pour l'instant en

association, avec une personne déclarée comme agricultrice)

#### **BATOTOPIE**

Projet collectif de maraichage : installation à court ou plus long terme

### **COMPTE-RENDU DES COMMISSIONS :**

Au cours du we, il y a eu la présentation des commissions existantes et de celles qui voulaient se créer, puis des discussions au sein de chacune de ces commissions, et un retour en grand groupe

#### **ACCÈS A LA TERRE**

Discussion autour de 2 expériences concrètes: Kraken et Malauset - idée de créer un groupe juridique, faire des fiches pratiques pour aider à l'installation en milieu rural.

- aiguiller pour faciliter l'installation en terme foncier

- utiliser le réseau de fermes pour échanges d'expériences et entraide a l'installation

- outils proposés par RTF : valables à quelle échelle? nationale? régionale? ...

- rencontres à la ZAD au printemps sur le thème foncier => du 9 au 11 mars sur la ZAD : Convergence des luttes contre l'artificialisation des terres

#### **SEMENCES**

Topo sur la formation d'un groupe sur les semences durant les rencontres RTF de cet été en Roumanie.

A l'origine, des personnes de 3 pays (Portugal, Allemagne, Autriche ?) ont

monté un programme d'échange sur la thématique des semences et des jeunes paysan.ne.s. L'idée était :

- De se réapproprier les techniques, les savoirs-faire de production et conservation des semences.
- De mener une réflexion de fond sur la thématique.
- D'organiser un suivi des lois, décrets qui sortent, de se tenir informé.e.s et mener des actions.

Donc, il y a eu des échanges entre ces trois pays (visites chez les anciens, bourses aux semences, manifs de sensibilisation...), et du coup l'idée était d'élargir au niveau Européen. Pour certains pays il s'agit de créer une dynamique sur cette question, pour d'autres il y a déjà une dynamique qu'on peut se réapproprier à notre échelle, et servir de relais pour d'autres pays où il n'existe pas d'outils d'info et de lutte.

Entres autres, quelques trucs qui ont été décidés à Roşia Montană :

- Créer un site web et une newsletter pour « Reclaim the Seeds » (apparemment pas encore créée)
- Coordonner des groupes de travail qui dans chaque pays feraient des recherches spécifiques, et compiler l'information existante dans le site internet.
- Se retrouver pendant une semaine avant le rassemblement européen de Reclaim The Fields à Turin (c'est-à-dire fin février 2012), pour transformer toute l'info recueillie en un matériel accessible (ateliers, jeux, posters, flyers, théâtre, brochures...).

- Au niveau pratique : échanger des graines partout où on peut / Créer une banque de semences virtuelle, où chaque lieu donnerait les variétés qu'il fait pousser pour les recenser sur une carte d'Europe / Travailler sur une base de données d'info sur les différentes graines / Développer les savoir-faires sur la production et conservation des semences.

Comme il n'y avait personne en Roumanie pour porter le groupe au niveau de la France, le débat principal était de savoir à quoi pourrait servir une commission francophone sur les semences ?

On s'est donc dit qu'on pourrait :

- Se mettre en lien pour être relais au niveau européen, renseigner sur milieu juridique en France.
- idée de mettre en place des actions pour parler de ce thème.( bourses de semences, des journées d'échanges et d'infos, colporter ces petites graines pour les éparpiller autour de nous, organiser des actions et rassemblements sur ces questions ). Il y a moyen d'utiliser les graines comme support d'un discours politique. L'idée est d'agir de façon différente et complémentaire des assoc' qui travaillent déjà sur la question (Kokopelli notamment).
- Lister les personnes ressources qui en France possèdent encore les savoirs-faire techniques sur la production et conservation des semences.
- Intégrer la question des semences au discours du réseau sur l'installation paysanne (par exemple

au sein d'une éventuelle brochure sur l'accès à la terre...). Pousser pour que les jeunes paysan.ne.s qui s'installent ne le fassent plus avec des graines ou plants achetés à l'industrie.

Voilà comment dans l'euphorie générale la commission semences est née. On était cinq, et douze personnes se sont inscrites sur la liste mail de travail.

Pour rejoindre ou contacter ce groupe :  
**semence@lists.reclaimthefields.org**

#### RÉSEAU DE FERMES

Le texte/charte est en cours de rédaction, en prenant en compte les réactions pour être a priori bientôt publié, le réseau de formation s'intitulera compagnonnage. Ce texte pourrait être présenté avec le texte en cours sur la souveraineté alimentaire.

- création d'une asso

- Une réu mi-décembre est envisagée (cf CR envoyé dernièrement).

- recherche de lieux voulant accueillir des personnes pour cette formation (fourcheetchamplibre@lists.reclaimthefields.org).

#### COMMUNICATION

Bilans et perspectives des outils existants du réseau francophone

ENTRE LES RENCONTRES ET LES ASSEMBLÉES :

MAILING LIST

150 contacts, et des sous listes (qui ne vivent pas).

La liste francegroup n'est pas très réactive mais permet de faire passer les infos locales et européennes. Elle n'est

pas très pertinente pour l'orga (sur 150, peu sont impliqué.e.s).

Création de la liste "betterave" : liste de suivi et de liaison entre les assemblées francophones qui a été créée par souci d'efficacité. Il s'agit de personnes intéressées par l'organisation du prochain rendez-vous, inspiré par le groupe européen carottes.

Pour s'inscrire sur cette liste :  
<http://lists.reclaimthefields.org/mailman/listinfo/betteraves>

D'autres listes de travail pour les commissions ont été créées suite aux rencontres (réseau de fermes, semences, traduction, bulletin francophone).

#### WIKI

Le wiki est peu utilisé. Proposition de faire un point d'explication et de faire suivre sur la liste france.

#### SITE WEB

Le site internet mérite de la vigilance, souvent les actions qui ont lieu dans l'espace francophone y sont peu/pas relayées. On n'a pas plus pris de décisions sur ce point là, ni identifié les personnes qui ont les accès pour modifier le site.

Pour publier quelque chose sur le site, envoyer un mail avec objet explicite sur la liste francegroup.

#### BULLETINS

Les bulletins européens vont dorénavant paraître en anglais et les traductions paraîtront ensuite.

Une commission autour de la traduction est identifiée. Il s'agit aussi bien de traduire les bulletins européens (anglais>français), que les articles proposés pour publication (français>anglais), que de traduire en français des textes intéressants existants dans d'autres langues et de traduire dans d'autres langues des infos, appels qui ont lieu autour d'actions dans l'espace francophone. Appel à d'autres traductrices et traducteurs. Contact :



traduction@lists.reclaimthefields.org

Un projet de bulletin francophone est lancé. Il s'agit de sortir un numéro par an qui reprend l'actu de l'année (au niveau francophone et européen), des textes de réflexion et de fond, des bilans d'action, des infos sur l'organisation des rencontres (ex : fiches techniques sur les débats). L'idée est de pouvoir diffuser ce bulletin avant les rencontres ouvertes du réseau francophone à l'automne, afin de faciliter la vision d'ensemble des nouvelles et nouveaux venu.e.s. Envoyer vos textes, idées etc avant le mois de mars 2012.

#### VISIBILITÉ EXTÉRIEURE

Un projet de faire un tract court de présentation de RtF est en cours. L'idée est d'avoir un tract non daté (validité permanente), relativement court par rapport aux bulletins qui puisse être facilement diffusé. Un texte sera écrit pour être proposé à la prochaine rencontre.

WANTED : Dessins, illustrations, photos autour des thématiques RtF, à envoyer sur la liste francegroup si vous avez des idées.

Article en cours pour Campagnes Solidaires, sur le camp en Roumanie et RTF francophone. Appel à article de fond pour le journal caracol.

#### PENDANT LES ASSEMBLÉES RTF :

Suite à un tour de parole fastidieux sur les envies des unes et des autres vis à vis des commissions proposées et de thématiques à discuter dimanche matin, il apparaît qu'on a besoin d'outils pour permettre des discussions constructives et pas trop lourdes à supporter quand on est nombreux.

L'importance de penser en amont et de porter une certaine méthodologie dans les échanges et débats fait consensus. L'idée de base est de :

- reconnaître qu'il y a toujours des enjeux de pouvoir dans les débats

et la prise de parole, rester humble quand à nos capacités à les dépasser seulement parce qu'on en a conscience,

- penser en amont comment on va discuter des points au programme, essayer de penser la forme des échanges en fonction

- présenter au début des rencontres la/les propositions de formalisation des échanges

- laisser la place pour les discuter et questionner selon les retours des personnes présentes.

#### PROPOSITIONS D'OUTILS

- pendant les échanges : choisir une ou deux personnes chargées de l'animation/facilitation pour chaque débat, une personnes pour suivre le temps, une personnes pour noter les personnes qui souhaitent prendre la parole, une ou plusieurs personnes pour prendre des notes. Attention à ce que ces rôles tournent et à la mixité.

- Utiliser des gestes simples pour les prises de température,

- Utiliser des outils d'expression non verbaux : tableaux d'expression et de commentaires, boîtes à idées (ex : tu mettrais quoi dans un bulletin ?), notamment pour que tout le monde s'exprime sans passer par de long tours de parole

- Avoir des moments identifiés (par ex une demi heure en début de journée) comme espaces d'expression sur les ressentis des gens où illes peuvent dire ce qui va ou pas. Un groupe peut suivre la

réflexion.

RESSOURCES :

Brochure « débat sur les débats » : Il nous semble fondamental de réfléchir à nos modes de discussion et de prise de décision collective, afin de tendre réellement vers un changement radical de société... Disponible sur : [www.infokiosques.net/spip.php?article87](http://www.infokiosques.net/spip.php?article87)

## ***DISCUSSIONS THÉMATIQUES***

### **QUESTIONS DE GENRE EN MILIEU AGRICOLE**

Lundi matin a eu lieu un atelier discussion autour des questions de genre dans le milieu agricole. Il y avait une petite vingtaine de participant.e.s dont la moitié de personnes socialisées hommes. Une forme d'atelier interactive entre petit groupes et grands groupes a été proposée, qui a permis que chacun.e s'exprime et une réflexion collective avec des propositions pour RtF ensuite.

Après une discussion sur le terme « genre » où on s'est mis.es d'accord sur une définition, chacun.e a pris le temps de penser à un événement ou une anecdote vécus ayant trait à un comportement sexiste, un situation de domination genrée. En petits groupe de 4-5 personnes chacun.e a raconté sa situation, sans qu'elle ne soit débattue. Dans un deuxième temps une analyse collective était menée pour essayer de comprendre 'pourquoi ça s'est passé comme ça' et 'comment les choses auraient pu se passer différemment'.

Ensuite chaque petit groupe a choisi une des situations évoquées pour la partager en grand groupe. Là on s'est plus attaché.e.s à lister des axes de réflexion et des pistes sur les stratégies et solutions à mettre en œuvre.

AXES DE RÉFLEXION :

- comment encourager l'écoute et limiter l'affrontement dans les discussions et prises de parole ?
- comment faire évoluer notre approche souvent axée sur la performance et la productivité ?
- Comment mettre en œuvre la transmission de savoirs de manière constructive ?
- Comment encourager la confiance en soi, la bienveillance et l'attention à l'autre ? ( sans tomber dans une "domination" de la bienveillance qui pourrait paralyser les débats en voulant à tout prix éviter les conflits...)
- Comment faire se positionner un milieu ou un réseau donné par rapport à des situation problématiques (violences) ?
- Comment accompagner les personnes victimes d'agression ?

SOLUTIONS, PISTES, STRATÉGIES :

Dès le départ visibiliser le constat sur le caractère genré de beaucoup de situations de domination dans les prises de parole, dans l'écoute, le crédit donné aux interlocutrices et interlocuteurs >>>>inciter à la vigilance de chacun.e

Porter une attention à la mixité dans les rôles de responsabilité que ce soit dans les débats (ex : animation) ou sur la logistique (ex : cuisine)

Porter la question du genre dans les espaces de réflexion de RtF : Inscrire dans les écrits RtF l'importance de la question des dominations, et porter cette position vers l'extérieur (autocollants, ....)

Réfléchir sur l'origine de notre construction sociale, proposer des

ressources de lecture, brochures, vidéos.

Avoir une position collective ferme sur l'écoute et la reconnaissance des ressentis et témoignages de personnes ayant vécu des agressions sexistes – avoir une vigilance dans les rencontres avec beaucoup de personnes.

Laisser de la place à l'expression des ressentis et à l'empathie dans les échanges lors de rencontres Rtf

Réfléchir à des temps de non-mixité, à des dortoirs non-mixtes si besoin

## SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Une discussion en grand groupe a eu lieu autour d'un texte proposé suite au forum sur la souveraineté alimentaire, qui questionne entre autre l'idée de peuple, de souveraineté, de démocratie.

### RAPPEL DU CONTEXTE :

Le Forum Européen sur la Souveraineté Alimentaire qui a eu lieu en Autriche cet été était organisé par Via Campesina et ATTAC Europe ; plus de 350 organisations de 35 pays (orgas paysannes, AMAPS, mouvements activistes, associations environnementalistes....) y sont venues.

Le forum était intéressant par la diversité des organisations présentes, par les liens Est/Ouest qui ont pu s'y créer, et par la réflexion sur la méthodologie utilisée (portée par les nouveaux "animatrices et animateurs" de ces réseaux) même si la forme "forum" très cadrée ne permet pas de sortir avec des perspectives concrètes.

A partir d'un travail autour de ce que signifie souveraineté alimentaire, des retours en groupes, d'une synthèse des idées puis d'une rediscussion de ces termes par "origines géographiques" (pour une compréhension/validation par rapport à des contextes différents, notamment politiques), un texte commun a été élaboré. Les discussions étaient

intéressantes même si le document final est assez consensuel, et qu'il n'y a pas eu véritablement de réflexions sur l'usage de ce texte (à qui il s'adresse, quelles suites...)...

La souveraineté alimentaire est un terme utilisé en réponse au terme de sécurité alimentaire, utilisé par les associations développementistes, et même si elle pose de nombreuses questions (cf plus loin), il semblait assez important qu'il y ait des personnes du réseau à ces rencontres. Rtf n'était pas signataire de l'appel, ni du texte final, mais une trentaine de personnes (dont certain.e.s participaient à l'organisation et l'intendance) y étaient. Cela peut poser quelques questions sur le fait d'être présent sans être représenté (ou représentatif), et sur une tendance de Rtf à vouloir rester en dehors tout le temps, ou à trouver que ce n'est pas assez "pur" ?

### SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : RÉFLEXIONS EN VRAC :

Nourrir le peuple ? quel peuple ? est ce qu'on peut parler de souveraineté alimentaire, quand la production alimentaire dépend de 2-3 % de la population ?

La question du comment on produit (bio, local ...) ne suffit pas pour réfléchir le monde : il faut s'interroger sur pour qui on produit ? qu'est ce que ça cautionne, si les modes de vie, les politiques sont en désaccord avec ce qu'on veut ? bosser pour nourrir des bobos ? approvisionner des luttes sociales plutôt que tout le monde ? on est dans un monde de production choisie, alors pourquoi pas aussi de distribution choisie ?

Quelle est la signification du prix de l'alimentation : par rapport au travail demandé, par rapport à l'accessibilité... quel rapport à la vente ? Ne pas forcément vouloir tout sortir des rapports marchands, parce que ce n'est pas

possible dans ce monde là, mais que au moins la question se pose, qu'elle existe dans les expériences de production qu'on fait ( sans être dans une recherche de purisme), arriver à dépasser les limites consommation/production...

#### PISTES ET SUITES

Le débat sur la position de RTF par rapport à cette notion de souveraineté alimentaire pose la question des liens qu'on veut avoir avec les organisations qui participent à ces rencontres, même si ça ne semble pas évident d'être clair dessus tant qu'on n'est pas clair entre nous. Il semble plus facile de faire des choses avec d'autres sur des thématiques, des actions concrètes, des attirances "ponctuelles" que sur de grands principes.

Mais cette question de la Souveraineté Alimentaire peut quand même être un moyen d'approfondir les réflexions communes de RTF, de développer un imaginaire commun, de développer des réflexions spécifiques ( par ex sur le rapport aux normes, à la traçabilité, à l'agriculture non-marchande...). Le texte proposé apparaît plus comme un prétexte à affiner des réflexions et des positions : il a été proposé qu'il soit rediscuté par un groupe ensuite, pour en faire un texte plus précis que la présentation du "RTF qui sommes nous", ou pour être un 'qui sommes-nous francophone ".

Se définir, préciser ses positions ne doit pas entraîner une fermeture ( ne pas être excluant ou moralisateur) mais essayer d'enrichir les débats par une nouvelle compréhension, de peaufiner les directions dans lesquelles on veut se projeter. Quelle est la consistance politique de ce qu'on brasse ? est ce qu'on se réunit autour de mots ouverts, larges, consensuels, ou est ce qu'on a une ligne politique claire ? Est ce que l'intérêt du réseau RTF ne réside pas plus dans ces

rencontres et forums que dans l'idée d'avoir des positions et des avancées communes ?

#### ANTISPÉCISME ET ÉLEVAGE

Débat tranquille, avec du temps pour écouter des avis différents et se questionner. À suivre, dans le bulletin français, deux textes un pro et un anti pour continuer à discuter.

##### Bilan du week-end

Plein de nouvelles personnes intéressé.e.s par les questions soulevées par RTF, ça c'est chouette !

Par contre, ça demande de réfléchir sérieusement à comment se structurent des rencontres de ce type, entre temps de "découverte" du réseau et temps d'organisation. Ce n'est pas possible de demander à des gens qui viennent tout juste de rencontrer le réseau leurs avis sur des commissions ou des fonctionnements en cours, et en même temps, ces rencontres étaient pour la plupart des commissions l'occasion de se retrouver pour faire avancer des choses...ce qui a engendré quelques frustrations de part et d'autres.

Pour répondre à ça, quelques pistes ont été évoquées :

- si les rencontres "découvertes" sont en même temps des rencontres de travail, il faut que ça dure plus longtemps ( idée d'une semaine "camp francophone" ? )

- distinguer les thématiques de réflexion, "évolutives" ( par ex, la propriété, la traçabilité, les semences...) et les temps d'organisation ( qui peuvent être plus fermés, mais qui doivent quand même réussir à accueillir des gens qui veulent rejoindre les groupes de travail ... mettre en parallèle des temps d'"infos" et d'"avancées" des projets)

- formaliser des temps d'accueil, des temps de réflexion sur l'identité du réseau

- faire des rencontres sur des thématiques spécifiques

- avoir un groupe qui prépare le contenu des rencontres : ça pourrait être bien que les gens intéressés se retrouvent un ou deux jours avant le début des rencontres pour réfléchir à une proposition de méthodologie et de thématiques ( en plus de s'occuper des détails logistiques de bouffe...) , et que

cette proposition soit ensuite validée collectivement au début des rencontres.

Rien n'a été décidé par rapport à une prochaine édition de rencontres francophones ; que ceux qui ont envie d'en organiser fassent signe !



## **LE GROUPE BETTERAVE**

A la dernière réunion francophone, à l'automne 2011, nous étions plus de 70 et le besoin d'avoir un groupe de préparation des contenus des réunions à été formulé, avec un autre pour la modération (qui est sur le crabgrass RtF en commission)

On a créé une liste mail "betterave" pour celles et ceux qui veulent ; sur l'idée du groupe carotte au niveau européen (voir la présentation de son rôle dans le bulletin européen n°2). En gros, un groupe de suivi tournant.

Voici son adresse e-mail : [Betteraves@lists.reclaimthefields.org](mailto:Betteraves@lists.reclaimthefields.org)

# Compte-rendu de la réunion RtF à Turin

mars 2012

*Document partiel et sensible, écrit après à plusieurs mains*

## LE SQUATT MEZCAL

Cet immeuble faisait parti d'un ex-Hôpital Psychiatrique de Collegno, à l'intérieur du Parc de la Certosa Reale, aux alentours de la ville de Turin et dans la même direction que Valle di Susa. L'immeuble est occupé depuis 2006 par des anarchistes qui ont grandi dans le milieu Squatt à Turin. Leurs but était de créer un espace libertaire avec plusieurs activités politiques créatives et ludiques en améliorant leur mode de vie par la pratique de l'auto-gestion et de l'auto-construction. Ce groupe a transformé la structure de cet hôpital en ateliers tels des laboratoires de verre et de bois, un gymnase, une salle de répétition une salle de concert et autres espaces sociaux. Par exemple, le nouveau four à pain et le nouveau jardin collectif, qui ont été ouverts, ne demandent que peu d'énergie pour devenir productifs. Pendant les activités organisées au Mezcalt, nous essayons

d'éliminer le besoin et l'utilisation d'argent par la solidarité. Une de ces initiatives est le dîner du mercredi appelé bellavita, où chacun.e apporte quelque chose à partager avec les autres pour rendre le dîner possible.

Les personnes du mezcalt organisent depuis trois ans des échanges de semences et on a ouvert un jardin collectif à côté de chez elleux.

Passez les voir !

Du 24 au 28 il y a eu la réunion Reclaim The Seeds, avec une cinquantaine de personnes. Le premier jour on a participé à la grande manifestation des NO-TAV (train à grande vitesse) dans le Val de Suze. Le lendemain, on a organisé une bourse aux semences dans le parc public où est le squat Mezcalt qui accueille la rencontre, à Collegno, petite ville qui touche Torino.

Après la police ayant conquis par la force la deuxième moitié du chantier à Chiomonte et durant cet action, il y a une des arrestations et un blessé grave (Lucas qui est monté sur un pylône électrique et qui a été poursuivi par la police jusqu'en haut où il a été électrocuté et a fait une chute vertigineuse).

En réaction, les personnes du NO TAV ont bloqué l'autoroute au sud de la vallée (pour bloquer le chantier et les flics), nous nous sommes divisé.e.s en deux, une partie qui continuait la rencontre sur Turin et l'autre qui allait aux barricades (des fois pour continuer à discuter aussi).

Les barricades ont été enlevées par la police (canon à eau, gaz lacrymogène,...) qui a réussi à faire des relais entre les équipes sur le chantier et celles fraîches. Dès que les

flics étaient passé.e.s, les personnes du No Tav réoccupaient l'autoroute et remontaient les barricades.

Globalement le mouvement n'était pas assez fort pour tenir un blocage aussi long et après plusieurs jours et pas mal de dégâts sur l'autoroute, d'autres types d'action ont été proposées, comme aller manger la polenta et danser devant les nouvelles barrières de police.

La rencontre avec les personnes de la vallée, de la manière dont elle avait été pensée au départ, et la grosse occupation de terrain du dernier jour n'ont pas eu lieu car les événements ne s'y prêtaient pas dans le contexte de crise et de réaction collective dans la vallée.

La rencontre "Semences" pensée initialement à Roșia Montană comme un moment de travail technique préparé à une vingtaine, a été plutôt un moment de réflexion et de découverte du sujet politique "semences" par beaucoup de personnes novices (même en jardinage)

A suivre la production de documents pédagogiques sur comment faire ses semences (ce qui existe déjà un peu partout), sinon Reclaim The Seeds ne devient pas une constellation indépendante mais reste une commission de Reclaim The Fields.

Pour la rencontre Reclaim The Fields entre les barricades de la vallée, nous avons décidé de faire la prochaine réunion à la ZAD à Notre-Dame-Des-Landes en France. On devrait notamment y faire une préselection de lieux possibles pour le futur camp (si on en fait un) pour laisser à la réunion d'après l'organisation de ce camp.

Nous avons pris le temps d'essayer de comprendre la situation Torinoise avec la vente annoncée des terres collectives détenues par l'État, les copines et copains locaux ayant réalisé un gros

boulot d'information sur la situation de ces terres. On a préparé deux occupations (la petite a eu lieu, pas la grande, mais les illes verront sans nous) sur des terres en cours de privatisation qui sont sur le futur trajet de la ligne TAV.

Nous avons préparé des semis pour les jardins occupés existants et à venir, agrandi le jardin public, organisé plein d'ateliers, regardé des films dont un italien (genuio clandestino), dont on a maintenant les sous-titres en anglais, sur la vente de productions agricoles non aux normes européennes dans des lieux protégés (centre sociaux...)

Voilà j'oublie plein de trucs car ce fut une semaine riche et mouvementée, peut être qu'on arrivera à la prochaine réunion à se doter d'outils sur la question du genre, ça reste à réfléchir encore.

A suivre...

**IL MEZCALSQWAT 2012**  
**EN NAUTILUS**  
OSPITANO:  
**24-28 FEBBRAIO**  
**SCAMBIO DEI SEMI**  
**RECLAIM THE SEEDS**  
**RECLAIM THE FIELDS**  
**29-4 MARZO**

Il primo giorno **Venerdì 24** sistemazione di chi verrà ospitato al Mezoal, a seguire una **assemblea** in cui organizzare l'autogestione e **vita in comune**.  
Il weekend sarà "ospitato" dallo **Scambio dei Semi**: il pomeriggio del 25 sarà dedicato allo scambio vero e proprio che verrà fatto nel parco. Ci sarà un **assemblea di aggiornamento** sulla situazione europea riguardante i semi, si discuteranno progetti e idee da realizzare. **Chiederà la giornata un concerto acustico**.  
**Domenica 26 assemblea su orti urbani e terreni demaniali** mentre i giorni **27 e 28** restano liberi per le iniziative che organizzerà RTF.  
**Mercoledì 29** primo giorno del ciclo di RTF sarà dedicato alla **accoglienza/sistemazione** mentre la sera si terrà la **cena "bellevista"** iniziativa di **condivisione**, ognuno porta qualcosa da cucinare e da bere.  
Il **Giovedì 1 assemblea** di presentazione e **organizzazione**. In questo momento in poi ci si organizzerà giorno per giorno sulla base, oltre che dalle proposte di RTF, di una **iniziativa in Val Susa**, una da fare in città legata al **terreno pubblico** e una presentazione sulla lotta contro la **costruzione di un aeroporto** a Notre Dame des Landes che andranno **valutate e organizzate**.

L'incontro di RTF del 2012 si svolgerà al Mezoal una casa occupata da 9 anni in cui le passioni di abitanti, solidali, e affini hanno gonfiato le vele di questo vascello in direzione della rivoluzione della vita quotidiana attraverso l'autogestione, l'autocostruzione e la condivisione gratuita dei picciotti. I semi e la terra, temi fondamentali per chi vuole autogestire la propria vita, saranno al centro in questi giorni. Da 3 anni al Mezoal si svolge un incontro annuale per portare avanti immantolato uno scambio dei semi ma anche per poterli confrontare tra persone e realtà affini legate alla coltura e alla cultura della terra.

PORTA UN RICEVITORE RADIO PER ASCOLTARE LE TRADIZIONI A CURA DI CO.A.T.I. DAL 24 AL 4 AGGIORNAMENTI SULLE ATTIVITÀ E LE ASSEMBLEE OGNI MATTINA DOPO "L'INFORMAZIONE DI RADIO - BLACKOUT"  
PER INFO E CONTATTI: RTF2012MEZCAL@NOBLOGS.ORG

# *Petit historique du mouvement No-TAV*

## ***Pour expliquer un peu le contexte spécial de la réunion RTF de Torino***

Le mouvement NO TAV commence il y a plus de 20 ans par des actes forts (sabotages,...), nombreux durant les années 1996-98 (voir la brochure A toute allure sur <http://infokiosques.net/>)

Suite à la répression sur 3 militan.e.s anarchistes accusé.e.s d'être les auteur.e.s de tout ces sabotages et aux « suicides » de deux d'entre elleux (un retrouvé mort en prison, l'autre chez elle), le sujet à créé un fort ressentiment dans la population.

Durant les années 2000, différents groupse ont réalisé un gros travail d'information à Turin et dans la vallée sur le projet de TAV et le mouvement a commencé à grandir de manifestation en manifestation.

L'attaque de la police en 2005 à Venaus (prise de force de la zone du futur chantier) et la formidable réponse de toute la vallée a obligé la police a retourner dans ses casernes .

Pour les jeux olympiques et pour mieux préparer la prochaine tentative, le projet TAV est resté un peu en sommeil.

Jusqu'en 2011 où pour avoir le soutien de l'Europe aux grands investissements, il fallait avoir réalisé quelques forages avant fin juin. La machine TAV réapparaît en force.

Face à la menace, la futur zone de chantier à Chiomonte se déclare « République libre de la Maddelenna » et durant tout le mois de juin s'organise et vie en attendant l'attaque de la police.

Le 27 juin la police reprend le site et le 3 juillet une manifestation monstre essaye de reprendre le site (c'est à ce moment que face aux accusations d'être infiltré par des black bloc étranger, la vallée et les vieux et vieilles déclarent : « les black blocs, c'est nous »)

Tout juillet et août la vallée connaît une mobilisation importante avec un soutien de toute l'Europe.

La crise arrive fortement en Italie en automne et le mouvement continu rassemble de grosses manifestations qui regroupent de 60 à 70 000 personnes.

Début janvier les Etats Italien et Français annoncne que malgré la résistance de la population le projet TAV passera, le 26 janvier a lieu une 40aine d'arrestation de personnes dans toute l'Italie (et un en France) pour leur participation au manifestations de l'été 2011.

La réponse aux arrestations a lieu par des mobilisations dans toute l'Italie.



La grosse manifestation qui suit a lieu le 1er jour de la rencontre Reclaim the seeds, et nous y participons .

C'était le samedi, le lundi matin la police attaque de la Baita (depuis juin 2011, la police n'avais repris que la moitié du futur chantier, là elle a tout). Durant l'attaque Lukas, un paysan, membre du NO-TAV chute d'un pylône de 20 mètres électrocuté après avoir été poursuivit par la police.

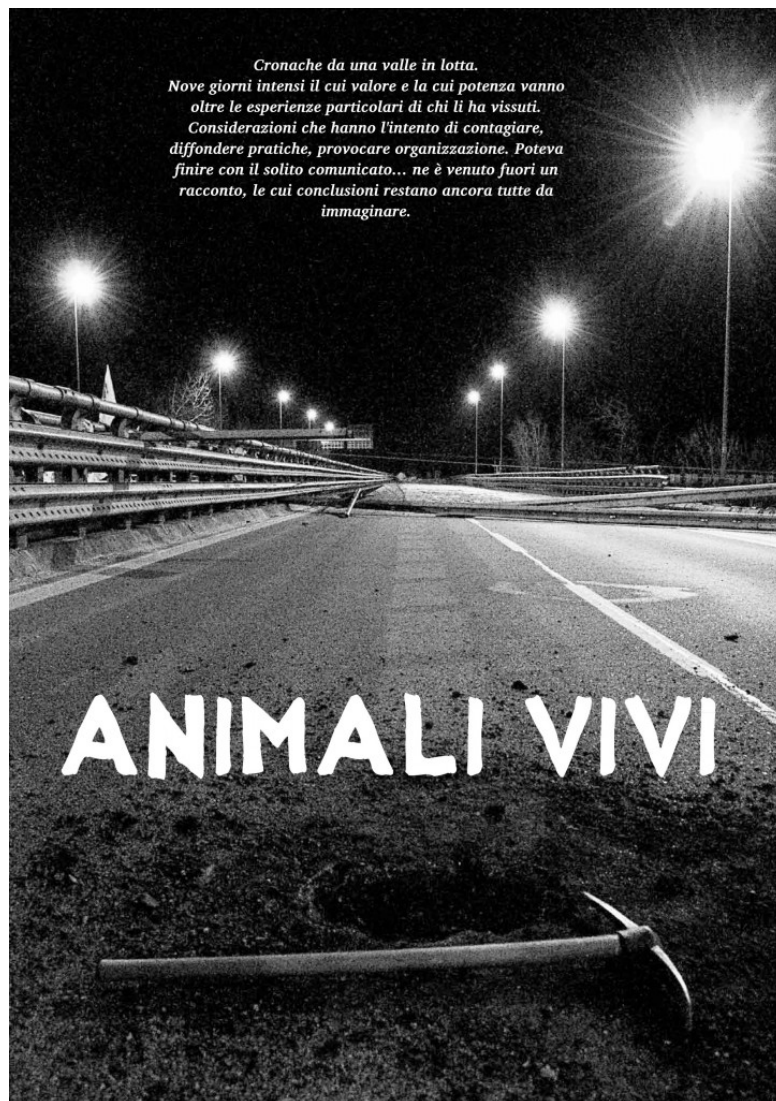
A l'annonce de ces nouvelles, la vallée bloque l'autoroute et déclare la grève générale.

Nous avons participé aux barricades et à la grande manifestation devant les barrières, changeant une partie de notre programme en fonction des appels du mouvement NO-TAV.

Maintenant la lutte continue, dans le val de Susa, dans toute l'Italie et de plus en plus en France (du côté de Lyon et Grenoble ).

Pour plus d'information il existe de la documentation traduite en français, comme l'abécédaire du mouvement NO-TAV, Lavanda, et le dernier recueil de texte.

<https://juralib.noblogs.org/files/2012/04/contributions-2-format-brochure.pdf>



# Les principes du réseau de compagnonnage agricole de Rtf

Le réseau de compagnonnage se veut être un outil de réflexion et d'action autour des questions d'accès à la terre, du droit à produire selon sa propre méthode, du droit à l'utilisation et à l'échange de semences libres, du droit à se regrouper et se constituer en fermes collectives, et finalement à tout ce qui touche de près aux initiatives d'installation en agriculture (ce qui comprend des projets auto-vivriers souvent considérés comme «hors-norme» mais pour le moins paysans dans le mode de vie).

Une alternative au modèle dévastateur d'agriculture industrielle implique le retour à des économies locales et régionales, calquées sur des besoins réels, sur des modes de productions agroécologiques, sur une participation concrète des habitant.e.s aux décisions qui les concernent. Cette alternative trouve son essence dans les principes de l'agriculture paysanne. Dans une logique globale des luttes pour renverser l'actuelle tendance, il devient urgent de définir comment parvenir à réinstaller en Europe des centaines de milliers de paysan.ne.s.

Le modèle de formation agricole institutionnel n'est pas adapté aujourd'hui pour satisfaire l'exigence de nombreuses installations. C'est un modèle qui vise à formater de futurs « chefs d'entreprises agricoles », qui défend l'idée que le seul atout de l'agriculture réside dans le productivisme et la rentabilité économique. Quand bien même l'idée du local et de l'agriculture biologique est prise en compte, ces modèles de formation répondent pour la plupart aux critères de la prétendue nécessaire production industrielle.

Nous pensons qu'en Europe il existe un grand déficit de transmissions de connaissances pratiques et idéologiques émancipatrices. Réimplanter une paysannerie nombreuse et impliquée va demander que s'opère une transmission du mode de vie paysan, notamment dans tout ce qu'il comporte de modes d'actions, de conscience et de pratiques de luttes, de solidarités et de résistances collectives au système capitaliste.

Nous avons donc besoin que des fermes ou lieux existants puissent assumer la transmission des savoir-faires, des techniques de base de production.

Le réseau de compagnonnage veut participer à la réappropriation de ces savoirs et pratiques nécessaires à l'installation de nouveaux paysans.

Il s'appuie sur la rencontre entre des personnes désirant concrètement être accompagnées (ou désirant un complément de formation) vers un projet agricole et des personnes déjà installées en agriculture. Le compagnonnage est un espace privilégié d'Education Populaire\* agricole.

Renforcer le réseau, c'est donner la possibilité à chacun, chacune de se former à

l'agriculture, de se réappropriier des modes de vie et de participer à leur essaimage. Ainsi que soutenir la création d'un outil d'émancipation collective et de nouvelles fermes de résistances.

#### À QUI S'ADRESSE LE RÉSEAU ?

Le réseau de compagnonnage s'adresse à toute personne désirant se former à l'agriculture de manière alternative aux formations agricoles classiques, qu'elle ait de l'expérience ou non, qu'elle soit jeune ou âgée, qu'elle ait des projets d'installation agricole et/ou une volonté de devenir plus autonome sur le plan alimentaire. Ce compagnonnage ne vise pas à offrir des opportunités de tourisme rural.

#### QUELLE DURÉE ET QUELLES CONDITIONS DU COMPAGNONNAGE ?

La durée du compagnonnage est à convenir entre les personnes et les lieux en fonction des besoins du compagnon, de la compagne et des disponibilités et attentes du lieu. Elle doit avoir un temps suffisant qui permet la transmission la plus adaptée. Il est possible d'imaginer des parcours variés pouvant s'inscrire dans différents lieux afin d'offrir un panel de pratiques agricoles large et partager diverses expériences. Ce compagnonnage n'est pas rémunéré, mais la personne est nourrie et accompagnée. Les possibilités de logement sont à définir en fonction des lieux d'accueil.

#### LES COMPAGNONS, COMPAGNONNES

Ces personnes précisent les savoir-faire, les éléments théoriques qui les intéressent ainsi que leurs objectifs avec un interlocuteur du collectif « Fourche et Champ libre ! ». Tout cela peut bien sûr évoluer, puisque cette expérience se veut à la fois un moment d'apprentissages et une double rencontre entre des personnes et un mode de vie.

Elles participent pleinement à la vie du lieu, à ses activités et à son fonctionnement.

#### LES PAYSANS, PAYSANNES

Ces personnes prennent le temps pour la transmission de savoirs pratiques, théoriques et des expériences de luttes (luttes locales et globales, accès à la terre...) et elles s'engagent à accompagner les personnes accueillies.

#### LE COLLECTIF FOURCHE ET CHAMP LIBRE

Il sert d'interlocuteur entre la compagne, le compagnon et les paysans, paysannes : choix des lieux et suivi des personnes accueillies.

Le réseau dispose de références bibliographiques sur les luttes paysannes, la désobéissance aux normes industrielles qu'il peut mettre à disposition des uns, des unes et des autres. Il informe aussi des actions d'occupation de terres et autres actions politiques.

Le réseau pourra organiser des rencontres entre plusieurs compagnons et compagnes, des échanges avec des personnes d'autres réseaux et collectifs dans une dynamique de partage et de retour sur expériences.

#### CONTACT

Si vous êtes intéressé.e.s : **fourcheetchamplibre\_AT\_reclaimthefields.org** (remplacez \_AT\_ par @)

# RtF et CrabGrass



Lors de la dernière réunion a Kraken on avait décidé de créer un espace ou on échanger des fichiers, avoir des outils d'écriture collaborative, pour des textes et autres traduction d'écrits divers...

Du coup, un crabgrass RtF France a été crée. Pour y accéder, il faut d'abord s'inscrire sur le crabgrass et ensuite aller sur cette page : [we.riseup.net/reclaimthefieldsfr](http://we.riseup.net/reclaimthefieldsfr) et cliquer sur rejoindre le groupe, et quand la demande est validée, vous êtes inscrit.e.

A PROPOS DE CRABGRASS :

Crabgrass est un logiciel libre web conçu pour les réseaux sociaux, le travail collaboratif et l'organisation de réseaux. Notre but est de créer des outils de communication spécifiquement dédiés aux besoins de l'organisation depuis la base. Par réseaux sociaux, nous entendons la capacité des utilisatrices et utilisateurs d'établir des liens entre eux au travers de leurs contributions en ligne et de leurs présences. Par travail collaboratif, nous entendons la capacité de petits groupes de faire les choses, comme partager des fichiers, suivre des tâches et des projets, prendre des décisions et construire des bases partagées de savoir. Par organisation de réseaux, nous entendons la capacité de multiples groupes de travailler ensemble sur des projets dans un esprit démocratique.

LA SUITE C'EST PAR ICI :

[we.riseup.net/crabgrass/about#crabgrass](http://we.riseup.net/crabgrass/about#crabgrass)



POUR EN SAVOIR PLUS SUR CRABGRASS (TUTORIELS, AIDE....) :

[we.riseup.net/crabgrass](http://we.riseup.net/crabgrass)

Va falloir voir un peu comment utiliser cet outil au mieux, mais ça semble prometteur : ça permet de faire plein de choses : partage de documents, écriture collaborative, liste de tâches, outils de prise de décision... etc.

CRABGRASS ET FOURCHE & CHAMP LIBRE

Le CrabGrass de la commission Fourche & Champ Libre est différents de celui de RtF car les membres de cette commission préfèrent connaître physiquement les personnes souhaitant s'y impliquer. D'autre part, certains documents, comme l'annuaire des fermes, ne sont pas en diffusion libre. C'est pourquoi les demandes pour rejoindre le CrabGrass Fourche & Champs Libre sont rejetées si la personne derrière le pseudo ne s'est pas présentée.

## **L'ETHERPAD DE RISEUP**

Un outil hyper simple et fonctionnel pour l'écriture collaborative de documents via le net.

Il offre entre autres la possibilité à n'importe qui de modifier le texte (pas besoin d'inscription), de travailler à plusieurs en même temps, de voir l'évolution du texte en temps réel, et de repérer qui fait quoi en fonction des couleurs données au texte. Ya même moyen de tchater en direct avec les autres personnes qui bossent dessus !

C'est vraiment un super outil, complémentaire de crabgrass.

Ci-dessous la traduction de la page de présentation.

[HTTPS://PAD.RISEUP.NET](https://pad.riseup.net)

BIENVENUE SUR L'ETHERPAD DE RISEUP!

Chaque personne qui voit cette page voit le même texte tel qu'il est tapé. Ca vous permet de collaborer de manière homogène sur vos documents!

Vous pouvez tchater en bas à droite et rentrer votre nom en haut à droite. C'est pas cool?

Riseup est un collectif qui fournit des outils sécurisés de communication en ligne à des personnes et des groupes qui travaillent au changement social libérateur.

Si vous appréciez les outils que Riseup met en place, vous pouvez contribuer! Nous existons grâce aux contributions des personnes qui utilisent Riseup : <http://riseup.net/donate>

ATTENTION: n'importe qui ayant l'adresse de ce pad peut y accéder. Si vous avez utiliser une adresse évidente pour ce pad, elle pourrait être devinée.

ATTENTION: Ce pad vivra pendant 30 jours après sa dernière utilisation. Passé ce délai il sera effacé.

# *Pour une agriculture sans élevage, pour un projet mondial non spéiciste*

Les animaux sont sentients<sup>1</sup>, comme les humain.e.s : ils ressentent des sensations, et de ce fait éprouvent des désirs, manifestent des préférences, accordent du prix à ce qui leur arrive. Ils ont une subjectivité, et de ce fait des intérêts propres.

Ils sont les premières victimes de notre civilisation spéiciste, industrielle et capitaliste. Dans le monde, chaque année nos sociétés massacrent au moins 60 milliards d'animaux vertébrés terrestres, et sans doute plus de mille milliards de poissons (pour qu'ils nous servent de nourriture).

Leurs intérêts fondamentaux à vivre, et à vivre bien, sont foulés au pied pour satisfaire des besoins généralement frivoles.

Le mouvement pour l'égalité se fonde au contraire sur le principe suivant\_:

Les intérêts d'un animal, à ne pas souffrir et à vivre une vie heureuse et satisfaisante, important autant, moralement, que les intérêts équivalents d'un.e humain.e.

L'appartenance à l'espèce humaine ne confère aucune dignité particulière, ni ne donne en soi de droits particuliers. L'être humain n'est pas issu d'un acte divin de création séparée\_; aucune différence "ontologique" fondamentale ne peut être liée à la notion d'espèce. L'espèce, pas

plus que le sexe ou la race, n'est une catégorie éthiquement pertinente. Les caractéristiques traditionnellement associées en propre à l'espèce humaine, à savoir l'intelligence, la raison, la liberté, la capacité d'abstraction, la conscience de soi, etc. ne constituent pas non plus des critères justifiant une discrimination. L'oppression des non-humains n'est pas défendable moralement ; les arguments utilisés ne sont pas justes, ils ne sont ni logiques ni rationnels, et ne tiennent pas non plus compte de la réalité aujourd'hui connue de la sentience de nombreux autres animaux. Le spéicisme, c'est-à-dire la discrimination fondée sur l'espèce, est donc à combattre.

L'égalité, qui s'oppose à la discrimination, exige d'accorder aux intérêts de tout individu sentient la même considération, et si on fonctionne dans un système social fondé sur le droit, de reconnaître les droits qui découlent des besoins de chacun. La conscience éthique dont sont capables la plupart des humain.e.s est source pour ceux-ci non de droits et de privilèges, mais de devoirs.

Il n'y a aucune raison juste de refuser de prendre en compte les intérêts des autres animaux, ce qui ne signifierait rien d'autre que vouloir continuer à les opprimer, ou bien considérer cyniquement qu'ils ne nous

aideront jamais à faire la révolution.

Or, les animaux restent les laissés-pour-compte des mouvements paysans. Bien sûr on s'indigne des élevages industriels, mais la légitimité de l'exploitation en soi n'est pas remise en cause. Effectivement, l'immense majorité des victimes le sont de méthodes industrielles. Cela ne rend pas les méthodes "traditionnelles" justes pour autant – elles sont moins efficaces et de ce fait moins terribles, elles n'en sont pas pour autant morales. Une exploitation "fermière", "paysanne", "traditionnelle", "respectueuse", "plein air" ou "extensive" ne peut être justifiée du seul fait qu'elle serait moins inacceptable que l'horreur absolue – l'industrie moderne des chairs. Tant qu'on n'a pas infirmé l'idée d'égalité au niveau éthique, je ne vois pas comment on peut justifier d'exploiter à mort quelque être sentient que ce soit ; si on met en balance ses intérêts, qui sont des intérêts fondamentaux, à vivre et à vivre bien, avec nos intérêts d'humain.e.s carnistes, la décision morale est claire : d'un point de vue physiologique, on peut vivre en excellente santé<sup>2</sup> et l'exploitation constitue un pur caprice de notre part. Pas besoin de viandes ni de poissons, ni d'autres "sous-produits" animaux comme les oeufs ou les laitages. Bien sûr nous sommes très attaché.e.s à ces produits : une raison importante est qu'ils symbolisent notre position extraordinaire dans "le vivant", notre statut hors-pair, de membres de l'espèce supérieure, etc<sup>3</sup>. Ce sont des symboles de notre domination. Ça ne constitue pas une raison suffisante pour continuer le massacre, bien au contraire.

Presque partout dans le monde se développe, pour des raisons morales, un mouvement pour l'abolition de la

viande, c'est-à-dire en fait pour l'abolition de tous les produits de l'élevage, de la chasse et de la pêche. Nous ne pouvons pas faire comme si nous ne savions pas, et rester sur des positions réactionnaires et oppressives.

Ceci dit, je perçois trois types de problèmes cruciaux qui nous gênent pour envisager un monde sans exploitation animale. Pourtant, s'ils constituent des défis majeurs et rendront plus malaisée une évolution vers un monde égalitaire, ils n'ont pas le pouvoir de remettre en cause le bien-fondé de la position égalitariste.

Premièrement, à l'heure actuelle, pour de nombreux paysans de pays pauvres, l'élevage de cochons, de chèvres, de vaches et de "volailles", ou bien encore la pêche, fournit un complément alimentaire très important, qu'on ne peut sous-estimer. De même, l'abandon de l'exploitation animale pourrait signifier la disparition de la paysannerie de montagne ou d'autres zones arides où l'élevage traditionnellement permet aux populations de survivre ou en tout cas de se maintenir.

Un problème d'un autre ordre se pose du fait des ravages causés aux cultures par les "nuisibles" et autres "ravageurs", qui pourraient parfois vraiment remettre en question nos possibilités de survie si nous renoncions à les combattre. Même s'il devait apparaître que les insectes ne sont pas des êtres sentients (ce dont je doute : je pense qu'ils sont capables eux aussi, sans doute à des degrés divers, de ressentir des sensations), resterait encore l'immense problème de la concurrence insatiable des oiseaux, des campagnols et autres indésirables – indésirables du point de vue de tout paysan.

Troisièmement, si nous n'avons nul besoin de consommer les produits de la domination, et qu'il s'agit en fin de compte de pratiques gratuites de notre part, nous avons peut-être par contre besoin d'autres types de produits animaux pour envisager une agriculture autonome, indépendante de l'industrie capitaliste – c'est-à-dire, pour pouvoir envisager pratiquement sortir du monde du capitalisme. En effet, actuellement la plupart des pratiques culturelles qui se passent d'engrais "chimiques" font massivement appel à des intrants d'origine animale, qu'il s'agisse de fumiers et purins, voire de plumes de volailles ou d'os broyés, de sang séché, etc. Notre agriculture paysanne actuelle peut difficilement se passer de tels intrants. De même, de nombreuses agricultures paysannes des pays pauvres nécessitent l'exploitation de la force de travail d'animaux de trait.

Ça fait beaucoup de contre-indications.

Mais je pense que si ce sont des problèmes très réels et très importants, on ne peut néanmoins en prendre prétexte pour considérer les animaux comme ne pouvant être pris en compte, et en tout cas encore moins comme ne devant pas l'être.

Dans bien des cas, nous n'avons pas de solutions éthiquement correctes pour nous sauver des campagnols, sans parler des criquets. Nous ne savons pas systématiquement comment remplacer les sous-produits de l'élevage pour produire sans intrants agro-industriels. Nous n'avons pas encore les ressources de solidarité internationale pour épauler les paysanneries des pays pauvres dans leur effort pour renoncer à l'élevage (en admettant qu'elles le veuillent un jour). Soit. Mais quand il s'agit de questions morales fondamentales, la question

première doit rester la question morale. S'il s'agissait d'esclaves humain.e.s de l'exploitation desquel.le.s nous ne voyions pas comment nous passer pour produire tel ou tel bien, aussi important soit-il, en tirerions-nous la conclusion qu'on ne peut pas, et ne doit pas, remettre en question l'esclavage ? En fait, il nous faudrait d'abord délibérer quant à notre droit moral de continuer à exploiter ces esclaves, puis ensuite seulement considérer les conséquences pratiques qui en découlent. L'idée d'égalité est une idée forte, une idée fondamentale, sur laquelle on ne peut faire l'impasse. Nous n'avons pas à partir de ce qui est (l'ordre social ou "la nature", par exemple) pour juger de ce qui doit être mais, à l'inverse, nous devons juger du monde tel qu'il est selon des critères moraux (qui doivent être logiques et, bien sûr, en accord avec les faits), et en tirer les conséquences que cela implique. Si l'autre est mon égal.e, si ses intérêts similaires aux miens sont aussi importants que les miens propres, alors je ne peux pas admettre l'esclavage, quel qu'en soit le prix pour moi. Je dois lutter pour son abolition. La question de comment continuer à produire sans le secours de l'institution de l'esclavage – quitte à modifier nos structures sociales, nos pratiques culturelles, etc. – vient après la délibération morale.

De la même façon, nous savons que du fait notamment de la domination masculine<sup>4</sup>, dans les zones rurales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, les hommes vivent en moyenne quelques dix ans de plus que les femmes : nous ne pouvons pas prendre prétexte de ce fait pour défendre le patriarcat ! A moins bien sûr que les solutions ne soient pires que le mal, l'exigence de justice qui découle de la pétition d'égalité, et donc l'éthique,



doivent primer sur toute autre considération, et doivent mener à lutter contre la domination ; dans l'exemple ci-dessus, même si cela devait entraîner une baisse de longévité et de "qualité de vie" des hommes, cela entraînerait un gain correspondant pour les femmes.

Nous avons tant et si bien intégré un spécisme extrême, fondateur de nos civilisations, que nous avons du mal à voir le lien avec ce qui précède... Pourtant, si des animaux batifolent sans scrupules dans nos cultures et causent des dégâts importants, nous n'avons pas pour autant le droit moral de les exterminer. Pourtant, si nous sommes dépendants d'intrants agro-industriels, la nécessité de regagner notre autonomie ne nous autorise pas à le faire aux dépens d'autres que nous continuerions pour cela à tenir sous notre joug. Pourtant, si certains d'entre nous autres humain.e.s voient leurs conditions de survie dépendre de l'exploitation animale, notre devoir moral est d'être solidaires avec eux de façon qu'ils développent d'autres solutions.

La question première est éthique. Une fois la question tranchée, nous avons à trouver les réponses concrètes à apporter, qui sont d'ordre technique/social : d'ordre politique.

Les choix techniques doivent venir après les choix moraux. Une fois qu'on a résolu que l'esclavage est un crime, on ne peut plus raisonner : "Ah, mais si on abolit l'esclavage, comment pourra-t-on continuer à produire un coton bon marché ?" On se dit au contraire : "L'esclavage est un crime, il doit donc être aboli impérativement. Quel autre type de société va-t-on donc mettre en place ?". Il devrait en aller de même avec l'exploitation animale (et bien d'autres problèmes)<sup>5</sup>.

Cela admis, le point fondamental

de désaccord pourrait précisément être : la question animale, au niveau éthique, se pose-t-elle au même niveau qu'une question humaine ? Si la réponse est positive, alors il faut bel et bien opter pour une solution morale, et considérer ensuite quelles sont les conséquences et comment se débrouiller. Or, je n'ai jamais lu ni entendu un argument convaincant – logique, rationnel – qui permette de considérer que l'intérêt d'un animal à ne pas souffrir serait moins à prendre en compte que le mien propre ou que celui de quelque autre humain.e que ce soit<sup>6</sup>. Ni que cette question serait moins importante que n'importe quelle question intra-humaine<sup>7</sup>. Quant au fait de tuer, si la question de fond me semble plus complexe, il reste que les raisons qui font que nous réprouvons le meurtre d'humain.e.s s'appliquent également à la plupart des autres animaux.

Ensuite, si la lutte politique pour l'extension de la sphère de l'égalité au-delà de l'espèce humaine l'emporte, on peut très raisonnablement espérer que nombre des problèmes pratiques qu'on rencontre actuellement trouveront des voies de résolution. Des pistes plus ou moins travaillées existent déjà, ou se laissent deviner.

Concernant les intrants : ce n'est qu'après le haut moyen-âge que l'agriculture européenne s'est fondée sur l'élevage. Auparavant, elle faisait la part belle aux rotations des cultures, aux jachères, à l'assolement triennal... Aujourd'hui, nous avons en outre d'importants engrais verts, les composts, les toilettes sèches et de nombreuses possibilités (irrigation, modes de culture, infinie diversité variétale, connaissance approfondie des écosystèmes, des associations, etc.) que ne pouvaient pas même envisager nos

aïeu.les... Les animaux ne produisent pas d'azote : ils le prélèvent sur des végétaux en les consommant et n'en restituent qu'une petite partie sous forme concentrée en excréments (c'est parce qu'elle est concentrée qu'on peut la récupérer si on restreint leurs déplacements) – le reste est perdu en énergie musculaire ou en chair et en os. On entend encore constamment parler des animaux comme s'ils étaient une source primaire de nourriture, oubliant qu'ils mangent les végétaux qu'on cultive pour eux (ou qu'ils patûrent). De fait, une grande part de l'agriculture correspond à la production forcée de plantes sélectionnées pour être riches en protéines, sur des sols saturés d'azote, pour compenser le fait que les animaux à qui on les donnera en "gaspillent" la plus grande partie. Lorsque l'exploitation d'êtres sensibles pour leur chair sera abolie, 70% des terres<sup>8</sup> dédiées à l'agriculture à l'échelle mondiale seront libérées pour une agriculture moins intensive, voire pour le monde sauvage<sup>9</sup>. Nos sociétés se sont encore très peu penchées sur la question : "comment produire sans exploiter ?" – ce qui n'est pas étonnant tant qu'on est prêt à faire élever et tuer un être sentient pour le simple bon goût que laisse son corps mort dans la bouche. Lorsque le mouvement prendra une réelle ampleur on peut être assuré que des innovations variées verront rapidement le jour. Certaines recherches sont déjà en cours, soit à titre militant (agriculture bio-vegane, par exemple, dans divers pays<sup>10</sup>), ou bien à titre industriel (les recherches en grandes cultures bios sans intrants animaux, comme celles menées ces dix dernières années par Arvalis, Itab et la Chambre d'Agriculture de la Drôme, donnent des résultats très satisfaisants<sup>11</sup>).

Concernant ces concurrents que

sont nos cousins sentients : je ne vais pas passer en revue les diverses solutions existantes, qui sont tout aussi innombrables que les cas particuliers posés – je n'en suis pas capable. A l'heure actuelle, peu de ces solutions prennent en compte les intérêts fondamentaux des animaux incriminés (à part les recours à des associations culturelles, à des végétaux ou autres produits répulsifs ou contraceptifs), et le problème reste souvent entier. Gageons là aussi qu'on développera de nombreuses solutions aujourd'hui inenvisageables le jour où ce seront des sociétés entières qui opteront pour une perspective de bienveillance et d'attention les un.e.s aux autres, et qui consacreront temps et énergie à ce type de problèmes (dont la réelle importance morale sera alors reconnue).

Concernant les petites paysanneries qui survivent grâce aux produits de l'élevage ou qui se fondent sur le travail animal : n'oublions pas que les animaux que ces paysanneries exploitent, eux, souffrent et meurent de cette exploitation<sup>12</sup> ; d'autre part, s'il est bien évident que nous devons développer avec ces paysanneries une solidarité des luttes contre le système qui les plonge dans la misère, cette solidarité n'a pas à faire l'économie d'une critique du spécisme, n'a pas plus à se taire sur ce point que sur d'autres (l'existence d'un patriarcat rural extrêmement violent, par exemple). Une telle critique est délicate du fait que nous participons d'une position dominante sur l'échiquier économique mondial : nous sommes les héritières et héritiers des conquêtes coloniales, et des bénéficiaires indirect.e.s des politiques néo-coloniales actuelles, celles-là même qui marginalisent et les répriment/déciment ces paysanneries. Mais on n'a pour autant jamais respecté quiconque en lui

taisant nos différends, nos critiques. Et il s'agit ici d'une question morale fondamentale au même titre que l'esclavage humain ou l'appropriation patriarcale des femmes et des enfants.

Bref, pour résumer, on ne doit pas attendre d'avoir des résultats probants ou même des solutions envisageables dans tous les cas pour prendre acte de ce que l'exploitation animale lèse gravement les intérêts fondamentaux des animaux, n'est pas défendable moralement et doit donc être abolie dès que possible, au même titre et pour les mêmes raisons que des systèmes d'exploitation intra-humains comme ceux que je mentionnais.

Notre seul horizon ne doit pas être un "retour en arrière", vers la paysannerie d'antan. Nos sociétés ont développé des ressources idéelles et matérielles gigantesques et, fin du pétrole ou non, nous ne construirons des mondes conviviaux, libertaires et égalitaires qu'en évitant de rejouer en farce le drame du passé. Les pratiques paysannes concrètes d'aujourd'hui doivent rompre impérativement avec les traditions de domination et d'exploitation – animale notamment. Sans quoi non seulement elles continueront à semer la souffrance et la mort, mais aussi contribueront à édifier un monde où l'on exploite par intérêt et où l'on tue et fait souffrir pour un oui ou pour un non.

**Yves Bonnardel**  
**ybonnardel@riseup.net**

1 Sentience : capacité à ressentir des sensations, des émotions, à éprouver des désirs, à être intéressé.e et à manifester une volonté.

2 Cf. la position de l'ADA, l'Association Américaine des Diététiciens, qui regroupe 70 000 praticien.ne.s : « les régimes végétariens (y compris le végétalisme) menés de façon appropriée, sont bons pour la santé, adéquats sur le plan nutritionnel et bénéfiques pour la prévention et le traitement de certaines maladies ». Cette position de l'ADA a été réaffirmée en

2009 (<http://www.alimentation-responsable.com/position-ADA-2009>) ; elle est bien différente de ce qu'affirme le Plan National Nutrition Santé de l'État français.

4 Les femmes travaillent quotidiennement presque deux fois plus que les hommes ; un autre facteur de leur mortalité est lié aux enfancements et au manque d'hygiène, ainsi qu'à une nourriture insuffisante.

5 Cf. David Olivier, "Un mal nécessaire ?", Cahiers antispécistes n°3 (avril 1992).

6 La littérature à ce sujet est immense ; les principales théoricien.ne.s de l'égalité animale, ou des droits des animaux, sont anglo-saxon.ne.s : Peter Singer, Thomas Regan, Steve Sapontzis, James Rachels... dont divers textes sont publiés en français dans les Cahiers antispécistes (sur internet). Le principal opposant en francophonie est Luc Ferry, dont on pourra lire une réfutation des thèses dans "Luc Ferry ou le rétablissement de l'ordre", Cahiers antispécistes ou éditions tahin party (téléchargeables sur internet).

7 Cf. Steve F. Sapontzis, "La libération des animaux : ce dont il s'agit, ce dont il ne s'agit pas", Cahiers n°5 (déc. 1992) ; un autre texte de fond est consacré à cette question : Paola Cavalieri, "Combien les animaux comptent-ils ?", Cahiers antispécistes n°2 (janvier 1992).

8 et des engrais !

9 Cf. l'excellent dossier <http://viande.info/> sur l'industrie de la viande au niveau mondial : "33% des terres cultivables de la planète sont utilisées à produire l'alimentation des animaux d'élevage ; 26% de la surface des terres émergées non couvertes par les glaces est employée pour le pâturage. Au total, ce sont 70% des terres à usage agricole qui, directement ou indirectement, sont consacrées à l'élevage." Cf. FAO, Livestock Long Shadow (L'ombre portée de l'élevage), 2006, p. 271 et p. xxi., <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a0701e/a0701e07.pdf>

10 Le site <http://www.vegatopia.org/bibliography.html> (en anglais) recense plus de 1700 références de travaux sur une agriculture sans exploitation animale.

11 "Bilan de dix années d'expérimentation en système biologique de grandes cultures sans élevage. Résultats technico-économiques, fertilité des sols et gestion des matières organiques\_»,

[http://www.arvalisinstitutduvegetal.fr/fr/man\\_detail.asp?id=52](http://www.arvalisinstitutduvegetal.fr/fr/man_detail.asp?id=52)

5 et <http://www.itab.asso.fr/publications/actesjt.php>

12 Et pas de façon enviable, comme on souhaite volontiers le croire ; les méthodes "traditionnelles" d'élevage n'ont jamais été tendres ! Cf. Charles Patterson, Un éternel Treblinka. Des abattoirs aux camps de la mort, Paris, Calmann-Levy, 2008.

# *Vivre avec les animaux, une utopie pour le XXI<sup>e</sup> siècle*

Cher Yves,

Merci pour ton texte, je me rappelle notre discussion à Kraken qui fut un moment d'échange calme hors des caricatures, précieux.

Le point de départ était de ne pas parler de l'agriculture industrielle car on allait être facilement d'accord.

Si j'ai trouvé que souvent la littérature anti-spéciste était très caricaturale, insultante et pas pratique, et qu'il y a beaucoup de problèmes techniques (contre-indications dans ton texte), tout ça n'enlève rien aux positions politiques que tu avances.

Reste que l'option technologie avec foi dans le progrès pour dépasser ces problèmes techniques, est un problème par la perte d'autonomie et le monde auquel il renvoie. L'exemple de P.E.T.A. (People for the Ethical Treatment of Animals, groupe d'activistes contre l'élevage) soutenant la recherche de « culture » de viande in vitro, me semble symbolique.

Pour te « répondre » j'ai pillé littéralement, *Vivre avec les animaux*, une utopie pour le XXI<sup>e</sup> siècle de Jocelyne Porcher (ex-éleveuse qui travaille maintenant à l'I.N.R.A.), qui explique une vision sensible de l'élevage.

L'élevage est une base d'autonomie, mais faire la liste de ce que l'élevage apporte, serait rester dans la vision

matérialiste de l'élevage. Le débat n'est pas uniquement comment se passer de l'élevage mais pourquoi l'élevage fait partie de notre histoire (10 000 années) et de notre vie commune êtres humains-animaux.

## QU'EST CE QUE L'ÉLEVAGE ?

Pour l'élevage, il y a un avant et un après la zootechnie (la « science de l'exploitation des machines animales ») qui est le début du capitalisme industriel dans ce secteur. Le rapport animal est caricaturé en exploitation alors qu'il y a une part émancipatrice dans la domestication. Emanciper, c'est libérer des mauvaises contraintes ; ce n'est pas détacher, c'est attacher mieux.

Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle en France, le rapport au animaux était vécu comme un état, ce qui aujourd'hui est vu comme un métier. Si il n'y a jamais eu d'âge d'or, pour les paysans le rapport aux animaux était partie intégrante de la vie, d'autant plus que les animaux étaient indispensables à la traction. Travailler avec les animaux, c'est vivre avec les animaux. Les sociétés humaines se sont construites avec les animaux. Les animaux font partie de nous-mêmes, de notre identité d'êtres humains. Travailler, que ce soit avec des animaux ou non, ce n'est pas seulement produire... C'est être ensemble,

partager, coopérer, créer des liens. La relation entre l'homme et l'animal s'appuie sur le don (l'obligation de donner recevoir et rendre). Le travail avec les animaux assure à l'éleveur un revenu, c'est à dire qu'il lui permet de vivre, il n'y aurait pas de travail avec les animaux si les éleveurs n'aimaient pas leur animaux.

A l'échelle du troupeau, la vie circule entre les êtres humains et les animaux. Les éleveuses et éleveurs donnent la vie et, in fine la reprennent pour nourrir les êtres humains, pour entretenir la vie. Comme l'expliquent les éleveurs, les animaux donnent beaucoup, ils donnent leur présence, leur confiance, leur affection. Ils communiquent avec les éleveurs et ils acceptent les règles du travail. Les éleveurs donnent eux aussi de l'affection à leur animaux, ils leur témoignent du respect, de l'admiration et font de leur mieux pour leur offrir une vie bonne.

La mort des animaux est acceptable par nous si les animaux ont une chance de vivre leur vie et si cette vie a été bonne autant qu'elle peut l'être, et en tout cas meilleure qu'elle ne l'aurait été en dehors de l'élevage, meilleur qu'elle ne l'aurait été sans nous : plus paisible, plus intéressante, plus riche de sens et de relations.

## VIE BONNE ET TRAVAIL

La vie bonne, ce sont les conditions pratiques et relationnelles d'une vie vécue. Non pas du bonheur constant, il suffirait de distribuer du Prozac aux animaux, mais une vie pleine où la possibilité d'être heureux, d'être joyeuse existe et peut s'exprimer. Les éleveuses et éleveurs ont le sentiment d'avoir une dette envers leurs animaux et le don de la vie bonne est la reconnaissance de cette dette et la reconnaissance de la valeur des animaux. La nature, du point

de vue d'un grand nombre d'éleveuses et d'éleveurs, est éminemment sensitive et sensuelle. Elle n'est pas pensée, mais est ressentie. Elle n'est ni bonne ni mauvaise, elle est parce que nous sommes.

Les êtres humains et les animaux, tout en étant fondamentalement semblables, ne relèvent pourtant pas de la même catégorie. Si les êtres humains sont des animaux, les animaux ne sont pas des êtres humains, bien qu'ils soient plus que des « non-humains », c'est cette différence dans la proximité qui permet l'abattage des animaux. La relation entre êtres humains et animaux dans l'élevage est une relation asymétrique. Travailleuses, travailleurs et animaux ne sont pas en mesure d'échanger leurs positions. Travailler avec les animaux, c'est être engagé dans une relation de soin. Les éleveuses et éleveurs font naître les animaux, les font grandir, les nourrissent et, les protègent et les soignent lorsqu'ils sont malades. Cette relation de soin, pour de nombreux éleveuses et éleveurs, est un plaisir du métier. Qu'il s'agisse d'une mise bas difficile, d'un animal tombé dans un ravin, pris par la maladie..., l'éleveuse ou l'éleveur doit être présent.e et mettre tout en œuvre pour aider l'animal. L'échec de la relation de soin est vécu comme une défaite personnelle et elle est difficile à assumer.

La relation de travail n'exclut pas le respect en dépit du destin mortel des animaux d'élevage. Car il ne s'agit pas de nier la mort, mais de se souvenir que la mort et la vie sont inséparables. Et ce qui compte pour les éleveuses et éleveurs, avant la mort, c'est la vie.

L'accès au monde naturel va de pair avec la liberté de mouvement, les liens sociaux, la diversité alimentaire, la possibilité d'exprimer les comportements de son espèce (fouiller

le sol pour un cochon, pâturer...), la possibilité d'exprimer son être vivant (courir, se battre, jouer, contempler...). Le don de la vie bonne commence par le don d'un environnement où leurs animaux peuvent vivre leur propre vie. Pour les vaches comme pour les truites ou volailles, la relation à la nature par l'intermédiaire des prés, des bois ou des parcours est très importante. Elle a une fonction de santé pour les animaux /marcher, courir, être en troupeau..) Mais aussi une fonction alimentaire (pourvoir choisir les plantes et manger ce qui leur plait)

La vie bonne est aussi liée à l'implication des animaux dans le travail par des relations avec les humains. Cette relation est un enrichissement car les animaux sont demandeurs de liens. La parole et la caresse sont les premiers vecteurs de liens. La majorité des éleveuses et éleveurs parlent à leurs animaux et cette parole n'est pas une parole en l'air, elle leur est adressée.

Si les éleveuses et éleveurs parlent, les animaux disent des choses, tout le temps. Ils s'expriment de leur façon propre : bêlements, beuglements, grognements et langage corporel, et de façon adaptée aux situations. Ils parlent entre eux et nous parlent. Pour de nombreux éleveuses et éleveurs, ils nous comprennent mieux que nous les comprenons. La parole entre éleveuse, éleveur et animaux est en fait très proche de la parole entre être humain et animaux de compagnie. La parole que nous donnons aux animaux est une parole humaine, affective, qui ne se soucie pas d'être comprise à la lettre. C'est la voix qui porte la parole et qui donne le sens de la relation. L'attrait des animaux pour la communication avec les humains tient beaucoup à leur curiosité.

Éleveuse, éleveur et animaux

domestiques vivent et travaillent ensemble depuis des millénaires, peut-être tout simplement parce qu'il est beaucoup plus intéressant et plus joyeux de vivre ensemble que de vivre séparé.e.s. La relation que nous entretenons avec les animaux domestique est sur le fond une relation d'élevage.

Le travail réalisé avec les animaux permet aux êtres humains de développer et d'exprimer des compétences en termes de communication inter-espèce, c'est à dire de parler aux animaux, de réaliser des activités difficiles (tirer, porter, pousser, se déplacer, se protéger...), de voir le monde avec les yeux des animaux. Le travail avec les humains permet aux animaux de s'émanciper de leur destin de proie, de moins souffrir de la faim, de la soif, du froid, de blessures, de réaliser des potentialités inattendues... Il leur permet d'entrer dans le monde humain et de participer à des réalisations humaines. Et si la vie est dure, elle l'est pour les êtres humains comme pour les animaux, mais moins pour chacun que s'ils n'étaient pas ensemble. C'est grâce au travail que quelque chose plutôt que rien advient entre les animaux et nous. Car c'est là une merveille de l'évolution, rarement soulignée, que notre rencontre avec des animaux et le fait que nous soyons capables de faire société.

Le travail participe de la construction identitaire des personnes et du "vivre ensemble" en société. Il possède un triple pouvoir : de transformation du monde, d'objectivation de l'intelligence et de production de la subjectivité.

Penser la question du travail oblige donc à considérer les animaux autrement que comme des victimes, des idiots naturels et culturels qu'il faudrait libérer malgré eux. Les processus de

domestication ne se sont pas faits sans les animaux mais avec eux, et de nombreuses espèces y sont, jusqu'à présent, restées réfractaires. Jusqu'à présent car certaines espèces ne sont pas en train de changer de statut pour continuer à exister (le loup ou l'ours par exemple) ?

L'élevage est mal expliqué, confondu avec l'"élevage industriel" oxymore que l'on doit remplacer par « industrie mondiale de production de matière animale ». Beaucoup de personnes ne savent plus au juste ce qu'est l'élevage. Beaucoup ne savent pas que pour qu'une vache produise du lait, il faut qu'elle ait un veau. Et que, donc, boire du lait, c'est indirectement manger du veau ou du chevreau ou de l'agneau, ou le faire manger par d'autres. Beaucoup ne font pas le rapport entre l'œuf et la poule. Or, manger des œufs, c'est in fine manger la poule. De nombreuses personnes se déclarent végétariennes tout en consommant œufs, lait, fromage...

L'élevage est toujours raconté de manière utilitariste ( "l'Homme a domestiqué les moutons pour leur laine.."). En faisant l'impasse sur le lien réel de la personne avec leurs animaux, alors que les rapports avec les animaux domestiques font tout simplement partie de la vie.

## LIBÉRER LES ANIMAUX ?

Pour ce qui concerne l'élevage, les éleveuses et éleveurs ont un rapport moral avec leurs animaux en dépit du fait qu'ils conduisent in fine leurs bêtes à l'abattoir.

La relation de travail avec les animaux est fondée sur des valeurs individuelles et collectives. La première de ces valeurs pour les éleveuses et éleveurs, est le respect et la reconnaissance qui sont dus aux

animaux. Le concept de "libération animale" est en effet fondé sur une méconnaissance profonde de la relation de travail avec les animaux et donc sur des représentations simplistes de la domestication - confondue avec le rapport de domesticité -, de l'élevage et de l'alimentation carnée. Les philosophes et les défenseuses et défenseurs de la "libération animale", ne connaissant pas l'élevage, parlent au nom des animaux. Elles n'ont pourtant reçu aucun mandat de la part de ces derniers et, pour la plupart, ils ne les ont jamais rencontrés. Leur compréhension de l'élevage et de la relation aux animaux est bloquée par leur rejet des systèmes industriels et par une représentation faussée de la relation de travail aux animaux. La "libération animale" repose sur un mythe, celui précisément de la "libération", et sur un déni des différences entre élevage et production animale.

Toute relation aux animaux est pensée comme un rapport d'appropriation qu'il faudrait rompre. Les processus de domestication sont décrits comme une entreprise de prédation et de domination. Plus qu'un amour des animaux et de vivre avec eux c'est une position morale (le thème revient souvent dans ton texte Yves) qui domine. Cela donne une vision de purs esprit moraux guidés par l'éthique, avec ces positions froides apparemment sensibles mais désincarnées.

Abolir le lien avec les animaux, l'élevage revient à dire que: la sauvagerie est préférable à la socialisation, l'abandon à la solitude, la peur à la confiance. Les animaux d'élevage disparaîtront avec les éleveuses et éleveurs car il n'y a pas d'animaux d'élevage sans éleveuse ou éleveur. Une vache n'est un animal d'élevage que si

elle est en relation avec une éleveuse, comme un éleveur sans animaux n'est pas un éleveur. Et, est-ce que sans les animaux, les êtres humains resterons des êtres humains ?

La libération est au contraire la porte ouverte à l'aliénation, à la prise de pouvoir de l'industrie du vivant sur nos vies, à la fermeture de l'être humain sur lui même, à la rupture des liens avec les animaux sans que nous ne sachions encore rien de ce que les animaux seraient capables de faire avec nous si nous leur laissions une place véritable. Cette pseudo libération est un retour à la jungle et à la guerre contre les bêtes. Il faut défendre les promesses du travail en élevage, c'est à dire l'accomplissement de soi, du potentiel que nous avons en nous, et non le condamner au nom de son avatar industriel.

Le stade ultime des productions animales est la viande in vitro: la production industrielle de viande sans animaux (protéines de synthèse). La viande in vitro n'est pas un O.V.N.I. dans l'environnement biotechnologique actuel. Concernant notre alimentation, après les organismes modifiés, les animaux issus d'organismes génétiquement modifiés et les animaux clonés sont quasiment dans nos assiettes.

Il y a un parallèle entre semences végétales et animales, l'industrie cherche à contrôler le vivant. Les O.G.M. et l'insémination artificielle sont semblables philosophiquement et la libre circulation des semences est un délit (en 2015 interdiction d'avoir des reproducteurs non certifiés dans les fermes). La différence entre la viande issue d'un animal et la "viande in vitro", c'est la vie. La viande in vitro n'est pas la vie : pas de lien, pas de dons, pas de mort, c'est du mort-vivant.

## QUELLE MORT, QUELLE VIE ?

La mort des animaux relève, comme leurs conditions de vie, de notre responsabilité collective. Il me semble que donner une visibilité à l'abattoir pourrait conduire à faire émerger des débats collectifs susceptibles de participer d'une réelle transformation de cette activité. Car la fin de l'élevage d'un animal, c'est effectivement l'abattoir. Mais à quel moment ? Pour quels animaux ? A partir de quelle nécessité ? De quelle façon ? Le nœud problématique de notre relation aux animaux d'élevage, y compris donc les chiens, les chats, c'est la mort. La mort visible, l'abattage des animaux d'élevage, ou la mort cachée, celle des animaux de compagnie dans les animaleries ou les refuges. Dans notre utopie, la mort cachée n'existe plus. Si le temps n'est plus de l'argent mais du lien, alors rien ne presse.

Pourquoi tuons-nous les animaux ? D'une part, historiquement, pour des raisons alimentaires. Toutefois, avant l'expansion de l'«industrie de la viande », la consommation de viande était limitée, même si elle était qualitativement importante. D'autre part, d'un point de vue concret, parce qu'un éleveur ne peut pas garder tous ses animaux. Pas plus que le maître d'une chatte ne peut garder tous les petits auquel elle donne naissance. Les éleveurs, pour pouvoir vivre avec les animaux, doivent tirer un revenu de leur présence ; la reproduction des animaux et la vente des jeunes est un moyen de faire durer la relation. Dans cet élevage utopique, l'objectif n'est donc pas de faire disparaître la mort des animaux. Mais on peut imaginer d'autres règles au sujet de la réforme ou de l'abattage. Tout d'abord, le choix des races. Il détermine en effet l'espérance de vie des



animaux. Au lieu d'abattre les cochons industriels à cinq mois et demi, mieux vaut élever des cochons limousins jusqu'à dix-huit mois. Quelle différence dira-t-on ? Elle n'est pas nulle pour le cochon, mais la question renvoie aussi au travail que peut faire un cochon avec nous. Est ce que fournir de la viande résume tout ce qu'il sait faire ? Les cochons pourraient avoir bien d'autres métiers, notamment en forêt, mais il faudrait s'intéresser à leur compétence au sein du système agraire. Il en est de même pour les veaux et les agneaux. Si don et contre-don entre les animaux et nous s'articulent sur le don d'une vie bonne pour les animaux, encore faut-il qu'ils aient eu le temps de vivre leur vie. Par ailleurs, les animaux ont une place active dans le travail, la question de la réforme est posée. De nombreux éleveuses et éleveurs, notamment de chèvres, n'envoient pas les vieux animaux à l'abattoir mais constituent un sous troupeau de retraités, retirés de la production mais pas du collectif. C'est pourquoi l'espérance de vie des animaux est un élément important des débats.

Les questions sont également importantes pour ce qui concerne la production laitière. Pour que la vache ait du lait, il faut qu'elle ait un veau. Actuellement, ce veau, dit de «boucherie», est nourri trois mois au lait artificiel et envoyé à l'abattoir. Pourquoi ne pas laisser le veau avec sa mère et ne prendre que la moitié du lait de la vache, ce qui se faisait autrefois, avant que la zootechnie ne spécialise les animaux et sépare les vaches «laitières» des vaches «allaitant», c'est à dire de celles qui allaitent un veau. Revenir sur la spécialisation des races, processus qui à débuté au XIX siècle, n'est pas impossible, même si cela ne peut qu'aller de pair avec une réduction

drastique des volumes produits et consommés. Il semblera bien difficile à certaines éleveuses ou éleveurs laitiers pour qui le travail à un fondement productiviste, de se contenter des 4 000 ou 5 000 litres de lait qu'une vache peut produire seule, car cela ne nécessiterait pas grand effort technique de leur part. Où serait le mérite ? C'est oublier que faire pisser du lait à une vache (actuellement plus de 10 000 litres) ne résume pas le travail possible avec elle.

Il s'agirait de repenser le travail d'élevage avec les animaux en prenant en compte leurs intérêts. Non pas supprimer la mort, mais la repousser le plus possible, ce qui est le souhait de très nombreux éleveuses et éleveurs et le vœu de nombre de nos concitoyen.ne.s. Se poserait encore néanmoins la question de la bonne mort.. Un « bon » abattoir serait un abattoir qui ne se cacherait pas, qui permettrait à l'éleveuse ou l'éleveur d'accompagner ses animaux, ou pas, selon sa sensibilité ; qui permettrait aux travailleuses et travailleurs chargé.e.s du travail sur la carcasse de faire un bon boulot, un boulot de A à Z, un boulot d'artisan.e.

## UTOPIE ?

Imaginons, faire une révolution, changer effectivement les fondations de la société, rompre avec notre rapport imbécile et minable à la vie, à notre rapport d'aliénation au travail, être enfin authentiquement sensibles. Il s'agit de produire librement, de partager les richesses et donc d'accepter d'être moins riche pour que d'autres le soient d'avantage. Quoi de plus nécessaire pour être heureu.se, que tou.te.s le soient autour de vous ? Supposons que cette société conviviale puisse être une réalité : quelle forme prendrait cette utopie du vivre ensemble avec les

animaux, pour les animaux et pour nous-mêmes ? Il ne s'agit pas, de défendre un élevage "traditionnel" mais d'inventer une autre vie au travail avec les animaux, qui prendrait en compte les leçons du passé, les potentialités ouvertes par les enseignements au présent et les bénéfices d'une science "de proximité" qui conjuguerait imagination, écoute, rigueur et dévouement au bien public.

Pour les animaux domestiques, comme pour nous-mêmes, la question du travail est centrale : le travail, non pas en tant que concept, très lié au capitalisme industriel, mais admis en tant que rapport vivant au monde. Pour que les animaux vivent en bonne société avec nous, c'est le travail qu'il faut transformer. Cela suppose de repenser le rapport sauvage - domestique, le statut des animaux au travail, la nature du travail avec les animaux et sa signification, mais aussi la place des animaux dans le travail et les conditions de vie au travail pour eux et pour nous.

Chez les éleveuses et éleveurs, la relation entre êtres humains et animaux importe plus que l'intérêt économique des seuls êtres humains. Nous ne faisons pas de l'élevage pour gagner de l'argent sur le dos des animaux mais parce que nous voulons vivre avec eux et que le meilleur moyen pour cela est qu'ils nous procurent un revenu : lequel permet à la fois notre vie économique et notre vie commune avec les animaux.

Changer la vie des animaux et changer la nôtre - car l'un ne va pas sans l'autre et c'est pourquoi penser un avenir pour les animaux en dehors de notre propre avenir est impossible - c'est d'abord changer notre rapport au temps. Ce qui compte alors n'est plus le temps passé à la tâche (traire les vaches, mener les cochons aux pâturages...), c'est la qualité du temps

passé et la qualité des résultats produits. Mener les animaux au pré ou dans les parcours est un bonheur que bien des éleveuses et éleveurs connaissent et savent qu'il est partagé par leurs animaux. C'est une relation aux animaux, à la nature et à soi-même qui n'est pas mesurable.

La solidarité, qui a été longtemps une valeur paysanne et qui a aujourd'hui été remplacée par une compétition féroce, est une composante du bon boulot.

Pour conclure, l'élevage utopique peut se résumer à offrir une vie bonne aux animaux : une vie en accord avec le monde de l'animal et ses potentialités relationnelles, cognitives, affectives. C'est aussi un habitat co-construit avec les animaux, un lieu où ils peuvent aller ou pas, un lieu individualisé ou collectif. C'est une alimentation diversifiée également en accord non seulement avec les besoins des animaux, mais aussi avec leurs goûts. C'est une organisation du travail qui respecte les rythmes des animaux, qui tient compte des relations des animaux entre eux, des liens d'amitié, des liens entre mère et petit mais aussi des liens conflictuels. Une organisation du travail qui, comme on l'a vu plus haut, donne une chance aux animaux de vivre leur vie et leur accorde une espérance de vie congruente avec ce projet dans le champ productif mais aussi hors du champ productif.

Cela signifie que, pour les animaux d'élevage, il y a une vie en dehors du travail, et après les années de travail.

**Paul**

Merci à Jocelyne Porcher

# En Andalousie : la terre contre la crise

**Le 4 mars dernier, 500 journalières et journaliers du syndicat SOC-SAT(1) ont occupé la finca Somonte dans la vallée du Guadalquivir. Les terres de cette ferme ( 400 hectares) sont un reliquat foncier du territoire agricole de la Communauté Autonome(20000 ha), en grande partie rétrocédée par l'administration à de grand.e.s propriétaires terrien.ne.s. L'occupation de ce fonds public a mis un terme à une vente aux enchères prévue pour le lendemain.**

Ironie de l'histoire : les socialistes au pouvoir en Andalousie avaient réquisitionné ces latifundia en 1983, sous le gouvernement Gonzales. Ils les restituent aujourd'hui au privé, en l'occurrence à des spéculateurs à l'affût de subventions européennes et d'aubaines agroindustrielles.

Jeudi 26 avril. Au petit matin, les brigades anti-émeutes de la Guardia Civil ont expulsé manu militari, la trentaine d'hommes, de femmes et d'enfants qui campaient dans la ferme. Vendredi, dans la nuit, une centaine de militant.e.s des provinces de Cordoue et de Séville ont réinvesti les lieux sans coup férir. L'absence des forces de l'ordre signifiait-elle que le raid de la veille était une manœuvre politicienne visant à faire rentrer dans le rang des militant.e.s de gauche(IU) proches du SOC-SAT, réfractaires à toute participation au gouvernement socialiste? Notamment, le député du CUT, Manuel Sanchez Gordillo, dont la radicalité mettait en péril une coalition IU/PSOE(2).

Encouragés par de nombreuses réactions de soutien, le collectif d'occupation a organisé un premier mai festif, avec la participation de centaines de syndicalistes (SOC-SAT, CNT,USTEA,

CO-BAS...) d'associatifs et de sympathisantes.

Depuis, les rebelles de Somonte ont entrepris d'aménager ce territoire reconquis, en mettant en place le « modus vivendi » de leur projet de « coopérative sociale ».

Fin mars, alertée par des rumeurs d'une expulsion requise par la justice locale, une délégation du Forum Civique Européen(3) y avait séjourné une semaine (31 mars-6 avril). Le temps de ramener quelques aperçus significatifs d'une alternative autogestionnaire en porte à faux sur la résignation d'une Espagne profonde qui a remis massivement la droite au pouvoir.

Le choix de ce domaine sur le relief collinaire de Palma del Rio n'est pas fortuit. Il suffit de parcourir du regard les immenses buttes pierreuses plantées de cultures clairsemées par la sécheresse, entrecoupées de jachères, pour constater leur état d'abandon. Elles contrastent avec la géométrie verdoyante des vergers d'agrumes et des oliveraies environnants : manne ostensible de l'opulence des grands cumulards du foncier.

En fait, depuis des mois, le seul habitant de cette propriété tombée en désuétude, était un gardien préposé à la

surveillance de quelques arpents de cardes et de garofas (arbustes exotiques) destinés à la fabrication de biodiesel. De là, l'appellation pompeuse de « Station expérimentale biologique » attribuée à 359 hectares de terres sèches et 41 hectares de terres irrigables. L'occasion pour les

(bon.ne.s) larron.ne.s du SOC-SAT de leur restituer leur véritable valeur d'usage.

Depuis le début mars, les pionnier.e.s de cette réappropriation n'ont pas cessé de réhabiliter le domaine. Des équipes mixtes – ici, pas de

ségrégation sexiste, parité stricte des hommes et des femmes – gèrent le quotidien et participent à tous les travaux : ménage, cuisine, jardin, accueil et remise en état du bâti. Le partage des tâches se décide collégalement, comme toutes les décisions, dans les assemblées quotidiennes du soir. Les femmes y ont pleinement droit au chapitre. A preuve l'autorité de Lola Sanchez, porte parole du SAT cordouan, chargée de la coordination à l'intérieur et à l'extérieur de la finca.

Parmi les travaux en cours, un chantier a réparé le système d'arrosage et réactivé le puits de forage en contrebas de la ferme. Dans les plis buissonneux des buttes, un géologue et des agronomes bénévoles, proches du syndicat, ont détecté l'existence de nappes d'eau sous-jacentes. De quoi fertiliser ce quasi désert bordé à l'horizon de quelques arbres erratiques. Un autre chantier, s'emploie à

dépierrer les champs tapissés de galets, vestiges inopportuns d'anciens alluvions glaciaires. C'est que le premier objectif que se fixent les occupant.e.s est d'arriver à une certaine autonomie alimentaire. Il s'agira d'augmenter la production du potager déjà ensemencé et planté devant

la bâtisse d'habitation,

en créant une zone de maraîchage de plein champ sur la superficie irriguée.

A court terme, il est prévu de faire vivre ici plusieurs dizaines de personnes. Plus tard, comme dans d'autres coopératives du mouvement le développement de

cultures vivrières

(tomates, pommes de terre, poivrons, artichauts, oignons, asperges ...) permettrait d'avoir accès aux marchés de proximité. Le but de cette réquisition populaire n'est pas la propriété, mais l'usufruit social qu'elles ont pris le droit de revendiquer.

Cette action de justice directe a des antécédents qu'elles énumèrent avec fierté : Pedrera, Antequera, Los Corales, Sierra Yegua, Puerto Serrano, Villamartin, El Bosque, Lebrija et El Humoso sur la commune de Marinaleda, un village où s'accomplit l'alternative autogestionnaire que le mouvement développe contre la crise.

Endémique dans les régions du sud, le marasme économique atteint actuellement toutes les régions du pays. Le bilan de l'économie espagnole chiffré par l'INE (Institut national des



statistiques), confirme les estimations pessimistes de l'OCDE. La plupart des indicateurs sont au rouge. Ils signalent une baisse importante du Produit Intérieur Brut (1,7%), un déficit d'environ 60 milliards dans la balance commerciale, une augmentation du déficit public (8,5% du PIB). Les instances internationales (FMI, Bruxelles) et l'Allemagne exigent de le ramener dans les plus brefs délais à 3,5% (au lieu des 5,3% proposés par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy. A ces niveaux de dépression alarmants s'ajoutent l'augmentation de la dette extérieure (près de 60% du PIB depuis 2010-2011) et les difficultés du secteur bancaire - à quelques exceptions près comme la Banque Santander - affaibli par l'explosion de la bulle immobilière et la gestion hasardeuse d'actifs problématiques ou de » fonds souverains. Avec la restriction des crédits et l'élévation du taux d'emprunt (5,9%), c'est toute la dynamique des investissements et, à court terme, la croissance qui entrent dans une phase de paralysie.

Il en résulte un effondrement du marché de l'emploi et le corollaire dramatique du chômage : 25% de la population active et 50% de la jeunesse espagnole. Ce dernier pourcentage est d'ailleurs un record historique qui double la moyenne des pays membres de l'UE (22,4%).

En Andalousie le plan d'austérité concocté dans l'urgence a provoqué une aggravation aiguë des conditions de vie des couches sociales les plus défavorisées.

En pénalisant les Communautés Autonomes (diminution des aides malgré leur endettement qui oscille entre 17 et 20 milliards d'euros), les ajustements ont gelé la plupart des grands travaux. D'ores et déjà ils affectent tous les secteurs de l'économie régionale: bâtiment, agriculture (budget amputé de 31,2%),

tourisme, Dans la seule province de Cordoue, les coupes budgétaires ont supprimé 53,3% de la dotation d'autonomie.

L'incidence sur l'emploi est inévitable. Entre 30 et 40% de chômage, le plus souvent de longue durée, notamment dans la région de Somonte. A Séville le nombre de chômeurs est passé de 125000 à 250000 en une année. 2200 entreprises ont disparu sur les 4900 en activité avant la récession.

Dans une telle conjoncture, les mesures du gouvernement paupérisent en premier lieu l'Espagne « d'en bas ». L'augmentation de la TVA (18%), de l'impôt sur le revenu ( De 0,7% à 7%) selon les paliers fiscaux, le gel des salaires, des retraites et l'inflation(+2%) ont provoqué directement l'érosion brutale du pouvoir d'achat.

Comble d'infortune, le gel de la mi-février a ravagé les orangeries dans la province de Cordoue. 100 millions de kilos d'orange impropres à la consommation, 215.000 heures de récolte perdues. Le coup de grâce pour ceux et celles qui vivent du travail saisonnier dans la région de Palma del Rio. On comprend qu'un tel bilan de désastre ait pu stimuler la détermination de femmes et d'hommes condamnés à une pénurie irrémédiable par les voies légales du salariat.

Par delà le refus radical de la précarité, leur passage à l'acte s'inscrit dans une longue série de luttes menées pour en finir avec la situation coloniale induite par le régime féodal de la propriété foncière. 60% des terres les plus riches d'Espagne appartiennent à 2500 familles, soit à 2% de la population. 80% des aides de l'Etat et de l'Union Européenne ont été alloués à 20% des grands propriétaires terriens et à leurs complices de l'agro-industrie. La mécanisation des tâches manuelles, liée aux monocultures

(Céréales, agrumes, olives, coton) plus rentables que les cultures vivrières, a détruit l'emploi traditionnel des 500000 ouvriers agricoles andalous. Dans la périphérie de Palma del Rio, l'automatisation dans les entreprises de conditionnement et d'export (Alsumex, Necfruit, Corexport, Sunaran, Palmanaranja, Oleopalm) a eu une incidence négative sur le marché du travail.

Diego Cañavero, secrétaire général du SOC, militant de tous les combats, insiste sur la synergie qui est à l'origine du déficit industriel andalou. « Ici, on ne transforme pas les produits(...) Par exemple, 90% du coton espagnol est produit en

Andalousie. Et il n'y existe aucune entreprise de textile, les latifundistes envoient tout le coton en Catalogne... 40000 hectares d'orangers entre Doñana et les plaines de Cordoue et pas une seule fabrique de jus de fruit... Les poivrons, les tomates, tout est transporté à Murcie. Nous sommes une colonie... ». Comme les autres militants présents à Somonte, il place l'expérience de Marinaleda à la pointe du combat mené par des milliers de « sans terre » andalous. Lola Sanchez en est convaincue : « Somonte sera une nouvelle Marinaleda, nous allons montrer qu'il est possible de vivre de la terre, comme là-bas où l'on a réalisé le plein emploi ».

En 1986, à l'issue d'une décennie de démêlés judiciaires (procès, amendes et

incarcérations), l'occupation du domaine El Humoso appartenant au duc Infantado Iénigo de Arteaga a été entérinée par les pouvoirs publics. Sur ce latifundium de 18.000 hectares, le mouvement créait alors une coopérative de 1200 hectares qui allait permettre l'étonnante urbanisation du village de Marinaleda.

Sur ce domaine où prédominent les cultures vivrières des centaines d'ouvriers agricoles ( 100 permanents et 900



saisonniers pour les récoltes d'olives, de fèves et d'haricots) alimentent la conserverie Humar dans la périphérie de Marinaleda.

En amont comme en aval, les deux coopératives de production et de transformation

fonctionnent sur des principes autogestionnaires rigoureux : décisions et gestion collégiales, parité salariale pour les femmes et les hommes ( 47 euros la journée de 6 heures et ½), réinvestissement des bénéfices dans l'entreprise. El Humoso est le principal producteur d'artichauts de la péninsule et produit une huile extra vierge appréciée sur les marchés espagnols et italiens. A Humar, une soixantaine de personnes produisent, conditionnent et mettent en vente toute une gamme de préparations culinaires de grande qualité ( poivrons, fèves, artichauts, asperges). L'ensemble s'autofinance et permet de soutenir les multiples secteurs de l'agglomération.

Marinaleda, un grand village

-phalanstère de 3000 habitants que l'on croirait sorti des plus beaux rêves utopiques du mouvement ouvrier. Rues larges, aux noms explicites: Avenida de la Libertad, calle Che Guevara, Plaza Salvador Allende...) ; maisons bariolées, espaces verts, arborés. Pas d'hôtels, mais des maisons d'hôtes conviviales. Une densité de structures publiques et d'équipements que bien des villes pourraient lui envier. A côté d'une mairie avenante, un centre culturel polyvalent (salle d'ordinateurs gratuits, médiathèque, TV radio locale). Au centre, un complexe multisports, une piscine, un parc d'exposition ( le hall organise des débats culturels et politiques), et la maison du SOC( bureaux, bar-cafeteria, salle de spectacles, cinéma, théâtre, variétés). Ces structures sont complétées par des locaux à vocation sociale (cantine scolaire et garderie, services d'aide à domicile, formation périscolaire et alphabétisation, maison du troisième âge). Dans plusieurs quartiers, la commune a cédé des terrains pour la construction collective de maisonnettes mitoyennes à très bas loyer (15 euros mensuels). La gestion de ce modèle est délibérément collégiale. Chaque samedi, le maire et le conseil municipal en rendent compte publiquement. Critiques, projets et conflits sont versés au débat et le tout est diffusé sur TV Marinaleda.

Le bilan de cet oasis de communisme libertaire tient du miracle: le chômage y est pratiquement nul (excepté quelques licenciés de l'extérieur), les impôts sont les plus bas d'Andalousie, la délinquance inexistante, la ville a supprimé le poste de police.

Cette cité, visiblement idéale, est-elle totalement exempte des travers du management et des dérives de l'économie de marché ? L'envergure et les débouchés d'El Humo et d'Humar, la forte personnalité de Manuel Sanchez Gordillo, réélu depuis trente deux ans à la tête de la commune, ne relativisent -ils pas

quelque peu l'exemplarité de ce modèle. A l'évidence, pour les hommes et les femmes des hauteurs de Somonte qui rêvent d'un autre monde possible ce qui a été réalisé là-bas leur en fait oublier les imperfections. Ils disent que ceux qui n'osent rien ne se trompent pas.

Il y a dans cette échappée belle au système une dynamique d'émancipation qui porte en elle sa propre justification.

**Jean Duflot (FCE)**

NOTES :

1) Syndicat des ouvriers agricoles-Syndicat des Travailleurs Andalous, fusionnés en 2007. Le SOC, fondé en 1977, lutte depuis la fin du franquisme pour casser la structure féodale de l'agriculture andalouse protégée par tous les régimes politiques, de droite comme de gauche. Il est aujourd'hui implanté dans plusieurs agglomérations urbaines : Almeria, Huelva, El Coronil, Séville, Cordoue, Jaen.

2) Le CUT (Colectivo de Unidad de los Trabajadores-Bloque andaluz) est une composante radicale de l'IU (Gauche Unie). Il est représenté au Parlement andalou par le député-maire de Marinaleda. Sans le soutien des 12 députés de l'IU, le PSOE (47 sièges) n'aurait pas la majorité au Parlement (109 sièges).

3) Le Forum Civique Européen a été fondé en 1990, après la chute du mur de Berlin. Il fédère des citoyens de plusieurs pays qui militent dans des opérations de solidarité, notamment en faveur des immigré.e.s. Depuis les émeutes racistes de l'hiver 2000 contre les travailleurs marocains d'El Ejido ( cf.El Ejido, terre de non droit,Ed.FCE/GOLIAS), il a soutenu, parfois sur le terrain, la démarche du syndicat andalou.

# Convergences des luttes contre l'artificialisation des terres nourricières

***Ci-dessous le texte d'appel pour une rencontre de convergences des luttes contre l'artificialisation des terres nourricières, qui a eu lieu du 9 au 11 mars 2012 à Notre-Dame-Des-Landes***

Les attaques sur le foncier agricole sont toujours plus préoccupantes. Des quelques macro-projets d'aménagement du territoire (LGV, autoroutes, lignes THT...) très voraces en terre aux innombrables petits projets de bétonnage de quelques hectares, ce sont chaque année plus de 70 000 hectares de terres qui sont saccagées en France.

Au-delà des politiques d'affichage toujours plus vertes, des municipalités avec leur PLU (Plan Local d'Urbanisme) jusqu'à l'État et son Grenelle de l'environnement, les décideuses et décideurs donnent raison au béton : les zones artisanales, industrielles et commerciales et les grandes infrastructures telles que les LGV, les lignes THT et autre aéroport grignotent un peu plus chaque jour l'espace rural.

Tout ce bétonnage résulte des mêmes logiques : il est nécessaire à l'expansion du capitalisme, basé sur l'accroissement perpétuel des activités et des flux économiques, la privatisation des ressources, le contrôle de l'espace et des individus. Le bétonnage est présenté comme indispensable, quitte à invoquer encore et toujours la crise et faire du chantage à l'emploi, pour le faire accepter.

Face à ces attaques, des luttes s'organisent : ici on se bat contre l'installation d'un énième hypermarché ; ailleurs, un collectif de jardinier.e.s urbain.e.s occupe une friche maraîchère destinée à l'écobéton d'un nouveau quartier « durable » ; là-bas, des paysan.ne.s, villageois.e.s et citoyen.e.s résistent contre une nouvelle LGV ou un aéroport pour garder leurs terres, pendant que d'autres les occupent pour y développer une activité maraîchère... Les pratiques sont diverses, de la lutte juridique à l'occupation de terres, de la manifestation publique au coup d'éclat médiatique, du lobbying institutionnel jusqu'au sabotage.

Lutter contre le béton, c'est bien sûr préserver une ressource naturelle non renouvelable primordiale au maintien d'un potentiel nourricier. Mais ces luttes sont au carrefour de bien d'autres enjeux sur lesquels s'unir, croiser des problématiques et penser des stratégies communes : c'est se battre pour l'accès à la terre, rendu difficile – entre autres – du fait de la spéculation qu'entraîne cette pression foncière. C'est remettre radicalement en question le système agricole, les modes de production et plus généralement l'industrie agroalimentaire. C'est défendre des terres pour l'agriculture paysanne mais aussi des terres pour des jardins familiaux ou collectifs en ville nécessaires pour satisfaire un droit légitime à l'autoproduction.



A l'appel de diverses organisations ou collectifs actifs sur leur territoire, nous appelons à une Rencontre de convergence des luttes contre l'artificialisation des terres nourricières les 9, 10 et 11 mars 2012, à Notre-Dame-des-Landes (44) sur les terres menacées par le nouvel aéroport de Nantes.

Cette rencontre aura pour objectif de favoriser la connexion, les échanges entre différentes luttes locales et des pratiques de chacun.e. Elle est donc réservée en priorité aux structures en action ou à celles qui l'ont été. Elle se veut être également un espace de mise en réseau pour mieux comprendre les enjeux liés à nos luttes, les faire sortir de leur situation locale, découvrir la diversité des pratiques qui y sont liées, penser les convergences et nous renforcer dans nos combats respectifs.

---

## **SYNTHÈSE DU WEEK-END**

---

Suite à l'appel lancé par la Confédération Paysanne, des représentant.e.s d'organisations, de collectifs mais aussi de participant.e.s venu.e.s à titre personnel, se sont réuni.e.s le week-end du 9 au 11 mars à Notre Dame des Landes. L'objectif était clair : fédérer les luttes contre l'artificialisation des terres nourricières.

Le lieu était emblématique puisqu'à Notre Dame des Landes, la résistance à la construction d'un aéroport au Nord Ouest de Nantes est de plus en plus virulente. D'autres lieux étaient représentés où les luttes contre des projets d'artificialisation des terres - de lignes LGV notamment - sont tout aussi actives : Puy de Dôme, Var, Pays Basques ...

Ce week-end de travail, un réel forum, s'est organisé en ateliers pour trouver et réfléchir aux actions de sensibilisation possibles, communes à toutes les luttes contre l'artificialisation des terres fertiles.

La production de ces ateliers s'articule autour de 3 grands axes :

### **CRÉATION D'UNE « BOÎTE À OUTILS » POUR ARGUMENTAIRES**

Elle permettra à la fois d'offrir des outils aux convaincu.e.s pour gagner dans leurs luttes mais aussi de pointer des arguments pour convaincre celles et ceux qui seraient encore dans « l'ignorance ».

Les argumentaires pourront proposer :

de démonter les logiques économiques, capitalistes, industrielles, autoritaires ... qui sous-tendent tous les projets d'artificialisation des terres,

de montrer les atouts des territoires touchés (patrimoine, services publics locaux, environnement, tissu économique et social),

de démontrer l'inutilité et les dangers économiques, environnementaux et sociaux du projet d'artificialisation.

Enfin, les luttes pourront aussi présenter des exemples de gestion alternative et proposer des mesures de remplacement propres au territoire menacé.

### **PROPOSITION DE MOYENS D' ACTIONS INNOVANTS**

Pour appuyer encore la sensibilisation nécessaire, un atelier s'est penché sur les moyens d'actions à proposer, soit dans un esprit de méthodes classiques ou au contraire en proposant des actions humoristiques et innovantes. Que ce soit au

contact direct avec la population ou par la voie des médias, une liste de moyens très fournie a été dressée proposant différents styles de manifestations originales (à vélo, de nuit, fourche en main, marches, opérations escargot, aides aux champs, chorales de légumes, actions clownesques, conférences gesticulées ...).

## MISE EN RÉSEAU DES LUTTES

Afin de se tenir informé.e.s et d'échanger sur les méthodes et les expériences vécues de chacune des luttes, il a été décidé de mettre en place un réseau des luttes via Internet notamment : le site dédié proposera une carte des luttes, une newsletter, un centre de ressources, la trame de l'argumentaire, un agenda stratégique, un espace de discussion.

Parallèlement, un bulletin 'Stop Artificialisation' (sortie le 17 avril à l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes), sera édité tous les 6 mois. Ce support papier permettra d'échanger et de diffuser des informations sur les différentes luttes du territoire national.

Le week-end de travail s'est achevé par la visite d'actrices et d'acteurs de l'association de petit.e.s paysan.ne.s de Loire Atlantique « Le Wagon » venu.e.s présenter des exemples d'actions et de luttes actuellement menées par eux. Avant de se quitter, les participant.e.s étaient également invité.e.s à visiter les sites occupés sur la ZAD de Notre Dame des Landes.

Grâce à la pertinence et l'efficacité de ce forum, des actions concrètes et fédératrices ont donc été proposées, pour certaines d'entre elles déjà vivantes. Un réel mouvement national de solidarité et de convergence des luttes contre l'artificialisation des terres nourricières est en train de naître !

Pour rejoindre ce mouvement, plus d'infos sur le site Internet, déjà actif ! : <https://stopartificialisation.noblogs.org/> (en construction)

Contacts pour le bulletin : [stopartifbulletin@mailoo.org](mailto:stopartifbulletin@mailoo.org)



<http://stopvinci.noblogs.org>

# 2ème Forum Thématique Européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés

**Du 7 au 11 juillet 2012 à Notre-Dame-des-Landes - France - dans le cadre du Forum Social Mondial**

En 1992, le Sommet de la Terre (CNUDD), à Rio de Janeiro (Brésil), établissait le premier calendrier mondial et les 27 principes pour le développement durable. Vingt ans plus tard, toujours à Rio (20-22 juin 2012) loin de leurs engagements, les gouvernements vont promouvoir « l'économie verte », renonçant à placer les choix politiques, la justice sociale et la durabilité au-dessus des logiques économiques. Leur économie soi-disant verte conduit à l'extension de la marchandisation et de la financiarisation de la nature et de la société, alors même que nous vivons un contexte de crises sans précédent (crise financière, économique, sociale, écologique...).

Partout dans le monde, des populations, conscientes des enjeux de la période, se lèvent contre les dégâts engendrés par la poursuite à marche forcée de ce « mal-développement ». Alors même qu'elles exigent d'autres choix de société, elles constatent la multiplication de projets pharaoniques imposés [aéroports, autoroutes, lignes ferroviaires à grande vitesse, grands barrages, méga-projets industriels ou commerciaux...], dévastant les écosystèmes et les terres agricoles, détruisant les modes de vie et les solidarités existantes, engloutissant les fonds publics au détriment de leurs besoins essentiels. Elles s'organisent donc pour s'opposer à leur réalisation, proposent des alternatives...

Les opposant.e.s au projet de nouvel aéroport de Notre-Dame-des-Landes (France, région de Nantes en Loire-Atlantique), un.e.is dans la lutte contre un projet vieux de 40 ans, ont choisi d'organiser le 2ème Forum Européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés. Cette initiative prendra la forme d'un Forum thématique du Forum Social Mondial. Elle vise à permettre le regroupement de nombreuses luttes actuelles contre ces grands projets inutiles, afin de les identifier, les recenser, les combattre. Elle développera les solidarités par l'organisation d'actions convergentes au niveau européen..., pour avancer sur le chemin de de la transition sociale, écologique et démocratique.

Nous invitons donc toutes celles et ceux, collectifs locaux, réseaux, organisations ... engagé.e.s dans ces combats à nous rejoindre sur le site de Notre-Dame-des-Landes, du 7 au 11 juillet 2012, pour avancer et agir ensemble.

Charte des principes du Forum Social Mondial (en français)

[http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id\\_menu=4&cd\\_language=3](http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=4&cd_language=3)

Contact : [contact.forum.gpii@free.fr](mailto:contact.forum.gpii@free.fr)

Site internet : <http://forum-gpii-2012-ndl.blogspot.com/>

**Convergence des luttes !**

# 2<sup>e</sup> Forum Européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés

**TAV**

**NO TAV**

**K21**

**Samedi 7 juillet**

- Présentation des luttes européennes
- Concert : Bred'Irie, Ke Onda, Z.E.P.

**Dimanche 8 juillet**

- Grande action collective
- Pique nique
- Forums
- Concert : Prévert, Champs de Révolte

**Du 7 au 11 juillet**

- Stands, débats, animations...

Participation de soutien libre !

Camping – Bar  
Restauration sur place



## Notre-Dame-des-Landes (44) Du 7 au 11 juillet 2012

Organisation : coordination des opposants au projet d'aéroport  
<http://forum-gpii-2012-ndl.blogspot.com> [contact.forum.gpii@free.fr](mailto:contact.forum.gpii@free.fr)

# Tous aux prairies

***Nous étions environ 200 à s'être réuni.e.s place de la Mairie à Rennes, fourches à la main ! Une banderole a été déployée sur la place sur laquelle était écrit : « Et si on rasait la mairie plutôt que les prairies ! ».***

Nous avons déambulé dans le centre ville pendant environ 1h sous des airs de jacquerie avant de rejoindre les prairies Saint Martin. Nous avons alors ouvert une grande parcelle au nom du collectif « Tous aux prairies ». En même temps, plusieurs parcelles ont été ouvertes pour des jardins collectifs et individuels. Des banderoles ont aussi été installées dans les arbres, aux différentes entrées des prairies. Après avoir travaillé la terre pendant quelques heures et profité du soleil, nous nous sommes réuni.e.s pour discuter des perspectives de cette journée. Nous avons reparlé du contexte (expulsion des jardins, expropriations, parc naturel urbain...). Il y a eu l'idée de faire une bourse de semences, un four à pizza, de construire une serre, faire des projections...

Il a été décidé de plusieurs rendez-vous :

- tous les samedis après-midi au jardin du collectif « tous aux prairies » – tous les derniers dimanches de chaque mois pour une réunion plus large (entre les différents jardins ouverts et toutes les personnes intéressées par le processus de réoccupation des prairies). Le prochain rendez -vous sera donc le dimanche 29 avril à 15h au jardin du collectif.
- Nous nous sommes également dit que toutes initiatives pouvaient également se déployer avant ces rendez-vous. L'idée étant que, dès maintenant, il se passe plein de choses aux prairies !

Il y aura déjà peut-être (s'il fait beau...) une projection au jardin collectif mercredi prochain à 21h du film « coup de tête ».

L'idée générale étant de multiplier les formes d'occupations des prairies (foots, siestes, goûters, bouffes, concerts, jardinage...). Plein de choses sont encore à imaginer et à inventer !

Après avoir discuté, on a mangé et fêté cette journée ! Les musicien.ne.s nous ont tenu éveillé une bonne partie de la nuit !

Dès le lendemain, des personnes ont continué à jardiner, d'autres parcelles ont

été ouvertes. Il en reste encore beaucoup pour les intéressé.e.s !!! Les parcelles vides sont celles dont les portes sont remplacées par un grillage.

Le lundi, des employés municipaux sont venus au jardin du collectif. Les personnes présentes à ce moment là leurs ont dit que cette parcelle était occupée et qu'il n'y avait pas besoin que la mairie l'entretienne. On leur a demandé s'ils venaient suite à l'occupation. Ils nous ont répondu que ça n'avait rien à voir, qu'ils n'étaient même pas au courant. Donc voilà, si les employé.e.s de la mairie reviennent sur le jardin du collectif ou sur les autres parcelles ouvertes, il faut juste leur dire que ce sont des parcelles occupées. Pour le moment il ne faut pas s'inquiéter, il faut être un peu vigilant.e. Nous pourrons peut être déjà parler de cette question samedi prochain au jardin du collectif.

Voici le numéro de téléphone du collectif : 07 51 38 44 74

Ce téléphone est à la fois un outil de liaison pour relayer les infos dites urgentes au sein du collectif, du type une menace d'expulsion. C'est aussi une interface pour gérer la communication entre le collectif et les medias. Puis, si vous n'avez pas accès à internet et que vous voulez tout simplement être tenu.e au courant de ce qui se passe aux prairies, des rendez-vous, n'hésitez pas à téléphoner à ce numero.

Rappel des prochains rendez-vous :

- samedi après midi (15h) au jardin du collectif « tous aux prairies ». le prochain rendez-vous est donc le samedi 7 avril.

- Tous les derniers dimanches de chaque mois, le prochain étant le 29 avril à 15h au jardin du collectif. – projection du film « coup de tête » à 21h mercredi 4 avril (s'il fait beau...)

Voilà pour les dernières info !

A très bientôt aux Prairies Saint-Martin !!

**Le collectif « Tous aux prairies ! »**

# *Nouvelle occupation de terre à Dijon : le Jardin des maraîchers*

**Le 26 mai dernier, nous étions 200 personnes à déambuler dans les rues de Dijon pour fêter l'ouverture officielle de la ferme « Le Jardin des Maraîchers »**

Cette ferme collective est installée depuis un mois dans la cité, sur les terres de la friche maraîchère menacées par le projet de quartier "L'écocité du Jardin des Maraîchers", dans le quartier des Lentillères.

LE « JARDIN DES MARAÎCHERS », C'EST QUI, C'EST QUOI

Nous sommes quelques paysans sans terre soutenus par des maraîchers, associations et ami.e.s. Depuis quelques semaines nous avons ouvert une ferme maraîchère dans le quartier des Lentillères afin de produire, à terme, sur 1 Ha pour des projets associatifs, pour des collectivités et pour les habitant.e.s du quartier. Nous voulons faire des légumes sans agro-chimie et accessibles à toutes et tous.

Pour mener à bien notre projet, nous avons rebouché les trous - que la mairie avait commandité pour empêcher toute nouvelle occupation potagère - et préparé le sol. Plusieurs centaines de plants de légumes - blettes, tomates, concombres, poivrons, aubergines... - ont d'ores-et-déjà été mis en place. D'autres cultures maraîchères seront implantées dans les prochains temps.

CULTIVER EN VILLE ?

Parce que les villes auxquelles nous aspirons ont besoin de logements accessibles, mais aussi de cultures pour les nombreux urbain.e.s qui veulent se réapproprier leur nourriture et disposer d'espaces d'apprentissage. En témoignent les centaines de personnes inscrites à Dijon sur les listes d'attente des AMAP et des jardins familiaux. Comme de nombreux paysan.ne.s sans terre nous sommes pour notre part confrontés aux difficultés d'accès au foncier, au bétonnage et à l'impérialisme de l'agro-industrie. Les rares espaces préservés aux périphéries des villes nous semblent des lieux privilégiés pour tisser des liens et partager notre vision d'une agriculture en lutte. En théorie la Mairie s'y accorde puisque son Plan Local d'Urbanisme préconisait de « développer l'agriculture péri-urbaine vivrière et maraîchère » sur le site et de « valoriser la valeur agronomiques des sols », ou encore la « vente directe et les AMAP »... En réalité elle voudrait ne garder des « maraîchers » que le nom.

UNE FERME OUVERTE SUR LE QUARTIER ET LA VILLE.

Si nous menons activement ce projet, c'est d'une part pour accéder à la terre et bien sûr pour défendre ces terres maraîchères de qualité contre le bétonnage. Notre projet est différent du Potager Collectif des Lentillères - installé depuis 2 ans sur cette même friche - mais ces deux initiatives sont complémentaires et s'inscrivent dans la même dynamique de lutte.

Nous souhaitons que cette ferme soit un espace d'échange convivial ouvert sur le quartier, propice à la rencontre et à la réflexion. D'ici quelques semaines, de nombreux légumes seront disponibles et il sera possible de passer régulièrement à la ferme.

En attendant, nous invitons à une après midi portes ouvertes le 9 juin à partir de 16h, pour permettre aux habitantes et habitants du quartier et de la ville de découvrir ce nouvel espace, avec au programme, présentation du projet, visite de la ferme, échange de semences et de plants.

Juin 2012



**NOTRE DAME DES LANDES: ILS VEULENT VIDER LA ZONE CONCERNÉE  
PAR LE PROJET D'AÉROPORT... MAIS LA RESISTANCE S'ORGANISE**

# **S'ILS eXPULsEnt On ReVieNt !**

**GRANDE MANIF' DE RÉOCCUPATION POUR RE-SEMER,  
POUR RECONSTRUIRE...CONTRE L'AÉROPORT !**

**RDV à 11h  
LE 4ème SAMEDI  
SUIVANT EXPULSION  
- près de la ZAD -**

**Fourches, poutres, planchettes  
clous et outils en main !**



**A L'APPEL DE  
RECLAIM THE FIELDS  
ET DES OCCUPANT-E-S  
DE LA ZAD**

**CONTACT :  
RECLAIMTHEZAD@RISEUP.NET  
GUETTEZ L'INFO :  
HTTP://ZAD.NADIR.ORG**

**NI ICI, NI A KHIMKY, NI AILLEURS, VINCI DEGAGE !**

# Manifestation de ré-occupation

pour re-semer, pour reconstruire... contre l'aéroport !

***Fourches, poutres, planchettes, clous et outils en main...RDV à 11h près de la ZAD , le 4e samedi suivant une tentative d'expulsion. Ni ici, ni à Khimki, ni ailleurs, Vinci dégage !***

Le 7 mai 2011, nous étions un millier à manifester fourche en main pour défricher ensemble une terre agricole à l'abandon. Il s'agissait d'aider à l'installation d'une ferme maraîchère, qui contribue aujourd'hui à nourrir la lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Nous nous quittons en nous engageant à défendre cette ferme et les autres espaces occupés de la ZAD, « la Zone d'Aménagement Différé » – où est prévue l'aéroport – devenue « Zone A Défendre ».

Depuis, les procédures pour vider la zone ont avancé. Des occupant.e.s de la ZAD, et Reclaim The fields, réseau de paysan.ne.s en lutte, appellent à une grande manifestation de réoccupation en cas d'expulsion et invitent tous les collectifs et groupes qui le souhaitent à soutenir cette initiative. Si le kärcher policier arrive, nous voulons être de nouveau des milliers pour donner corps aux « Vinci dégage ! » et revenir occuper la zone afin de continuer à empêcher concrètement les travaux. Cette manifestation se veut ouverte à une pluralité de formes et d'engagements.

## UNE VIEILLE HISTOIRE D'AÉROPORT

À Notre-Dame-des-Landes, décideurs et bétonneuses planchent sur un nouvel aéroport pour parfaire leurs rêves voraces de métropole et d'expansion économique. Cela fait maintenant 40 ans qu'elles veulent anéantir sous le béton 2000 hectares de terres agricoles et d'habitats au nord de Nantes.

## 40 ANS DE LUTTES

Mais depuis les prémices de ce projet, des résistances s'organisent. Cette lutte est au carrefour d'enjeux sur lesquels s'unir, croiser des problématiques et penser des stratégies communes. À travers elle, nous combattons l'alimentation sous perfusion, la société industrielle et son réchauffement climatique, les politiques de développement économique et de contrôle du territoire, les métropoles et la normalisation des formes de vie, la privatisation du commun, le mythe de la croissance et l'illusion de participation démocratique...

Aujourd'hui comme hier, les opposant.e.s, loin de baisser les bras, poursuivent la lutte : manifestations, recours juridiques, liens avec d'autres luttes, grèves de la faim... Et sur le terrain, l'opposition prend aussi des formes variées : diffusion de journaux, péages gratuits, opposition aux forages, sabotages, perturbations des études d'impact de Biotope et des fouilles archéologiques, occupations de bureaux et de chantiers, etc...

D'ailleurs, au grand dam de l'État et de Vinci qui rachètent et détruisent pour vider la ZAD, la vie et l'activité s'y densifient et s'y diversifient depuis plus de trois ans. De nombreuses maisons laissées à l'abandon ont été réhabilitées et occupées, des cabanes ont été construites au sol et dans les arbres, des collectifs occupent des terres pour y faire du maraîchage. Des espaces de réunion, boulangerie, bibliothèque, gîte sont ouverts à tous et toutes. Ce sont plus d'une centaine de personnes qui occupent en permanence la ZAD, soutenues par de nombreuses autres du coin et d'ailleurs qui s'y rencontrent et s'y organisent. Cette présence sur le terrain permet des réactions rapides face au processus entrepris par Vinci en vue des travaux.

**ILS VEULENT VIDER LA ZONE, ON LES LAISSERA PAS FAIRE !**

Vinci et l'État veulent enrayer la croissance du mouvement, et pour commencer les travaux, il faut faire place nette.

Les pro-aéroport font tout leur possible, campagnes de presse à l'appui, pour tenter de diviser le mouvement de briser les solidarités. Illes renforcent la présence policière au quotidien et la

répression des initiatives collectives. Jacques Auxiette, le président de la région Pays de la Loire n'hésite par exemple pas à demander au préfet « de passer au kärcher » les occupant.e.s de la ZAD. Cet appel à la répression la plus brute est sans ambiguïté, mais n'empêchera pas la poursuite de la lutte. cela ne nous empêche pas de résister, de revenir et de ressemer la révolte.

Nous gardons en mémoire les victoires passées contre les projets mégalos, du nucléaire au militaire. Comme au Carnet, à Plogoff ou au Larzac, nous savons que cet aéroport peut encore être stoppé. Nous regardons de l'autre coté des Alpes où l'opposition à la construction de la Ligne à Grande Vitesse Lyon-Turin mobilise toute une vallée, où des dizaines de milliers de personnes empêchent les travaux. Nous nous préparons pour qu'ici aussi toute tentative de bétonnage des terres leur coûte cher.

Le 24 mars, c'est près de 10 000 personnes, issues de toutes les tendances de la lutte qui se sont rassemblées à Nantes pour affirmer leur volonté d'être présent.e.s et visibles dans la métropole et ne pas laisser Jean- Marc Ayrault et les décideuses et décideurs tranquilles. Mais rester présent.e.s et visibles aussi sur le terrain reste plus que jamais un enjeu important de cette lutte. Parce qu'illes veulent une zone vide, on ne les laissera pas faire. Leur rendre la tâche difficile est une réponse qui appartient à tou.te.s les opposant.e.s.

**PRÉPARONS LA RÉPONSE !**

N'étant pas juristes, on ne peut que se sentir impuissant.e face à des procédures administratives qui obligent

chacun.e à s'en remettre aux expert.e.s. Face à leur stratégie de nous isoler les un.e.s des autres, nous choisissons de construire des solidarités.

N'étant pas soldats, il semble difficile d'imaginer comment se sentir fort.e.s ensemble le jour où le dispositif militaire viendra expulser. Face à leur stratégie de l'usure, qui nous force à rester sur le qui-vive, nous choisissons de maintenir la lutte dans l'offensive.

**Nous voulons signifier que les expulsions ne seront en rien la fin de la lutte. Nous voulons choisir et préparer le moment de la réponse.**

C'est avec cette idée que depuis l'été 2011, à l'appel d'occupant.e.s et de Reclaim The Fields, une manifestation de réoccupation pour répondre aux expulsions est en préparation.

L'objectif est d'organiser ensemble un moment commun à tou.te.s les opposant.e.s, qu'illes soient d'ici ou d'ailleurs, et de se sentir lié.e.s sur le terrain. Occuper ensemble un lieu pour y construire un foyer de la lutte et faire durer cette dynamique commune. Notre intention est que ce lieu ne soit pas celui d'un groupe défini, mais un carrefour pour tou.te.s les opposant.e.s, une antenne pour organiser la résistance aux travaux à venir, autant ceux de l'aéroport que du barreau routier, première étape du projet.

C'est affirmer qu'illes ne peuvent militariser cette zone en permanence et la stériliser, et que, quels que soient leurs efforts, illes ne pourront nous empêcher de nous y réinstaller. C'est marquer la volonté commune de conserver le levier des occupations pour lutter contre le projet d'aéroport ; y garder une présence

et un lieu d'organisation, continuer à mettre en place d'autres façons de lutter.

Même si nous ne pouvons savoir quand illes lâcheront la cavalerie, nous lançons aujourd'hui cet appel afin d'anticiper une réaction rapide, et massive. Nous proposons de se retrouver le quatrième samedi après expulsion – fourches, outils et poutres en main – pour reprendre les terres et reconstruire ensemble

Outre cet appel à réoccupation, d'autres initiatives sont évidemment les bienvenues : actions et message de solidarité, présence lors d'expulsions mêmes pour compliquer l'opération policière... Et d'ici là, les initiatives pour empêcher l'aéroport continuent, et la vie sur la ZAD aussi !

## INFOS PRATIQUES

Guettez les infos ! Consultez régulièrement le site web <http://zad.nadir.org>, et d'autant plus en cas d'expulsions. La date et le lieu exact de rendez-vous seront précisés à ce moment là.

Il sera possible d'arriver la veille de la manif, pour les derniers préparatifs et échanges d'infos. Amenez de quoi camper.

On vous invite à rester sur place après la manif pour protéger les espaces réoccupés et continuer les constructions.

A l'appel de : Reclaim the Fields et d'occupant.e.s de la ZAD

Contact : [reclaimthezad@riseup.net](mailto:reclaimthezad@riseup.net)

# *Décines ta résistance, appel à la création d'un camp contre l'OL Land*

APPEL AU MONTAGE D'UN CAMP LE 10 AVRIL 2012 À DÉCINES, AU 1 RUE MICHEL SERVET.

Nous appelons à une mobilisation importante pour une vie en vert, et contre la construction du stade de foot des Lumières de Jean-Michel Aulas, Gérard Collomb et Vinci :

Salut à toutes et à tous, ami.e.s, militant.e.s de la première ou de la dernière heure. L'étau se resserre jours après jours ; aseptisées sont nos vies, nos villes et nos quartiers. Les zones de libertés diminuent à mesure que disparaissent les espaces naturels. La politique mondiale s'allie au béton et à l'acier, aux pelleteuses et aux foreuses pour permettre le maintien de l'ordre, pour asseoir l'empire de glace sur nos vies et celle de la Nature.

Depuis longtemps nous comprenons que nous devons protéger la nature : car militer pour la protection d'un arbre, c'est déjà, sauver les valeurs humaines.

Illes bétonnent ! Illes expulsent ! Nous, nous occupons :

A Notre-Dame-des-Landes, la Z.A.D (Zone à Défendre), s'attache depuis des années à occuper les terres destinées à la construction d'un aéroport, sur plus de 2000 hectares qui, espérons le, ne verra jamais le jour.

A Turin, et dans les vallées alentour, nombreux et nombreuses sont celles et ceux qui militent contre le projet du TGV (TAV) censé rejoindre Lyon, par un tunnel de 53 km sous les Alpes.

Partout émergent des problématiques liées à la spoliation des terres, de l'expropriation des paysan.ne.s, à la destruction des milieux naturels. Partout, on déloge, on déplace, on parque ailleurs ce que l'on devrait protéger ici.

Ces projets destructeurs sont décidés au plus haut niveau :

- Etatique
- Juridique
- Financier

Par la complicité de lois liberticides. (LSQ, LOPPSI 2, HADOPI, ACTA...)

Dans la plupart des cas, des multinationales du bâtiment sont impliquées : Vinci en particulier, qui se cache derrière tout un tas d'autres entreprises qui sous-traitent pour ce leader du réseau routier et BTP mondial. D'une manière ou d'une autre, la résistance face au capitalisme, à l'impérialisme et au libéralisme du corps et de l'esprit doit être abolie. La conscience adulte environnementale passe par le refus : des projets immobiliers, des projets d'infrastructure et des projets de colonisation, que ces bourreaux ignorant.e.s mettent en place.

La volonté de création d'un grand stade par messieurs Jean-Michel Aulas (PDG de l'OL) et Gérard Collomb (Président du Grand Lyon, des Hospices de Lyon, sénateur et maire d'une "gauche ratée, d'une droite dans ta gueule" de Lyon), nous montre aujourd'hui, leur intention nuisible de conquérir l'est lyonnais pourtant proclamé : « Poumon Vert » de l'agglomération.

Le projet OL Land de Jean-Michel Aulas est d'implanter un immense complexe sportif sur

plus de 50 hectares de réserve foncière sur la commune de Décines à 15 km de Lyon, dans l'est lyonnais (OL= Olympique Lyonnais). OL Land comprendrait : le nouveau stade de 60 000 places, le centre d'entraînement de l'équipe professionnelle, les bureaux du siège d'OL Groupe, une boutique OL Stade, 7000 places de stationnement, plusieurs équipements de loisirs et de divertissements dont cent cinquante chambres d'hôtel trois étoiles et 8 000 mètres carrés d'immeubles de bureaux, autour, des routes et encore des routes qui recouvriront soigneusement tous les déchets qu'elles ne peuvent enfouir ailleurs.

Finalement, bien plus qu'un simple stade de football destiné aux footballeurs professionnels, il s'agit d'une mégapole d'affaires construites à des fins privées, pour le profit de « Big Brother ». Le stade n'occuperait que 5 hectares.

L'égo de ces brigand.e.s ne brillera pas longtemps, tant que nous occuperons les terres et maintiendrons une résistance face au fléau qui se répand.

Nous sommes libres et indépendant.e.s, nomades du monde inter-galactique. Le monde est à celles et à ceux qui le respectent.

Soutenons la famille Morel : maraîcher.e.s pour une AMAP, et Philippe Layat : éleveur de brebis ; sur les communes de Décines et de Chassieu. Mobilisons-nous, avec l'association « Carton Rouge » qui depuis plusieurs années milite aux côtés de ces êtres « encore » humains, pour rendre la terre à qui de droit. Non au stade de Décines ! Non à l'aéroport de Notre-dame-des-landes ! Non au TAV Lyon-Turin !

Mardi 10 avril 2012, nous monterons un camp, sur les terres du futur projet. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui désirent renverser le régime inquisiteur du roi Aulas et de son bouffon d'Collomb, à venir prendre place dans la mobilisation contre cette démagogie capitaliste. Voici venue la fin de l'hégémonie colonialiste de l'empire.

Bienvenue au plus grand nombre, aux bras et à l'énergie de celles et ceux qui désirent s'investir dans le projet. Au programme et sur le long terme : potager, éco-construction, ateliers, débats, théâtre, cirque, musique, actions militantes...

A partir du 11 avril, nous commencerons le début du jardin. Nous appelons les volontaires à amener leurs pieds (jambes et pieds de tomates, de biche ou autres) ainsi que les outils nécessaires s'ils en disposent.

PS : Le délai est court : nous avons quatre ans pour empêcher le projet d'arriver à son terme. (Stade prévu pour l'Euro 2016)

La lutte continue...

...NOUS...

Liste des besoins au montage du camp :

- matériel de camping ( tentes, marabouts, tipis, yourtes, poêles à bois...).
- matériel de jardinage (outils, bidons, graines, semences, tonne à eau...).
- matériaux de construction (planches, poutres, enduits, paille...).
- moyens de transports (voitures, vélos, mobylettes, fourgons...).

Ainsi que tout ce que vous jetez ou n'utilisez plus : moquette, vêtements, costumes, tissus, fenêtres...

A très vite !!!!!

# *Le collectif de la Bourdache résiste toujours*

## **Petit résumé d'une occupation de terre sur Lausanne, des jardins et des cabanons habités...**

Voici une partie du manifeste de présentation du collectif la Bourdache.

« Mars 2011 : le collectif de la Bourdache investit les anciens jardins familiaux de Vidy, à Lausanne. Ces jardins, nés en 1957, se trouvaient depuis peu vides de leurs jardinier.e.s, délogé.e.s malgré une pétition ayant récolté plus de 7'700 signatures...170 parcelles jardinées et leur lot de légumes qui passent à la trappe, remplacées par un stade de foot, une piscine, un centre commercial et un parking, comme le veut le projet « Métamorphose », porté par la municipalité de Lausanne.

Pourquoi tant d'empressement à laisser en friche 30'000 m2 de terrain fertile pour un chantier qui devrait commencer – au mieux – en 2013 ? D'ici là, la Municipalité prévoit de laisser ces terres à l'abandon. Un terrain abandonné mais toujours productif puisque de nombreux habitant.e.s du quartier passent encore cueillir ce qui y pousse tout seul. Cet endroit est ainsi resté un carrefour et un lieu vivant qui permet des rencontres et crée des solidarités entre les habitant.e.s de cette ville. Subsistent aussi une cinquantaine de cabanons, ainsi que l'ancien club-house, une maison qui accueillait la structure de l'ancien jardin et se transformait parfois en salle des fêtes.

Début mars notre collectif investit les

lieux en vue de créer un jardin potager de proximité. Ce qui nous intéresse, c'est de créer des liens entre les personnes qui cultivent et celles et ceux qui mangent ce qu'elles reçoivent chaque semaine. Nous voulons ainsi créer un endroit de partage de connaissance sur les cultures maraîchères et d'information sur les problèmes rencontrés par le monde paysan de nos jours.

Pour un.e maraîcher.e, trouver un terrain pour un projet d'agriculture de proximité est aujourd'hui très difficile, voire impossible dans les environs d'une agglomération urbaine. Les terres disponibles sont bétonnées, transformées en golfs ou parkings de supermarchés ou, vont rejoindre les rangs des sols épuisés par l'industrie agro-alimentaire. Aujourd'hui le terrain en friche des prés de Vidy offre une opportunité unique de mettre en pratique des méthodes agricoles alternatives. Depuis le mois de mai, nous avons pu fournir près de 250 paniers à nos coopératrices et coopérateurs, cultivés selon des préceptes biodynamiques.

Nous sommes actuellement en tractation avec la ville de Lausanne quant au destin provisoire de cette parcelle. Malheureusement, la volonté de la ville est de rendre ce terrain inhospitalier le plus vite possible. »

Face au refus de la Bourdache de

quitter les lieux, en juin la ville de Lausanne envisageait de laisser 1,5 hectare au collectif. Les relations avec la municipalité se tendent, en été, avec l'emménagement de Rroms et de latino-américain.e.s dans les cabanons libres. Dès lors, la stratégie de la ville de Lausanne est à la division. La municipalité, dans la suite des discussions, a proposé au collectif de la Bourdache de signer une convention qui interdit le logement, mais tolère l'agriculture. Convention qui a été refusée. La mairie a fait détruire à la pelleuse une partie des cabanons.

La mairie tolère les gentils squatteuses et squatteurs jardinier.e.s suisses, mais pour les Rroms et les Latinos, les structures du logement d'urgence se pose comme solution.

Au début de l'hiver à l'ouverture des foyers d'urgence, la mairie a espéré pouvoir essayer de détruire les dernières cabanes, mais la mobilisation pour défendre les lieux était importante.

La mairie décide donc d'aller en justice et un juge annonce et réalise une audition dans les champs, au cours de laquelle la mairie propose un relogement dans des porte à cabine (marque de container aménagé) pour 30 des 50 personnes (Rroms et Latinos) sans dire comment ces personnes seront réparties.

Le procès donne lieu à une date butoir de tolérance de la ville pour les habitant.e.s de Vidy au 19 décembre 2011. Les Rroms seront déplacé.e.s dans des porte à cabine prévus par la ville vers Rovéréaz, dans les hauts de Lausanne, même si il n'y a pas suffisamment de place pour les loger tou.te.s. Ce projet de relogement des Rroms, coûteux et controversé n'est clairement pas issu d'un sentiment de charité de la part de la municipalité de gauche, mais d'un désir de contrôle par l'assistance. Il s'agit également de l'image d'un paysage urbain qu'une «favela» de cabanons écorche à vif. Décidément, les

Rroms seront bien mieux caché.e.s, à vivre dans des dortoirs qui ne seront jamais réellement les leurs ! L'absence de coordination sur le projet de la mairie de relogement avec les premier.e.s concerné.e.s, alors que le fait que dans le jardin les cabanons étant dispersés et de petite taille, les occupant.e.s se repartissant selon leurs souhaits affinitaires et ayant la place pour vivre tranquilles, permettait de vivre sans problème pour l'instant.

Depuis lundi 19 décembre, l'occupation des cabanons de Vidy par le collectif de la Bourdache, des Rroms et des latinos-américain.e.s est illégale. Le jugement a été rendu pour une évacuation à la veille de Noël.

De manière générale, les jardinier.e.s ont soutenu les Rroms et Latinos pour faire valoir leurs droits mais ont toujours refusé d'être leurs responsables et tuteurs sociaux pour la mairie,

Le fait de sortir des réponses d'urgence humanitaire (le « droit » à ne pas dormir dehors, avec ses solutions pour une nuit, nuit par nuit) alors que les problèmes sont continuels et de réfléchir sur tout l'hiver, et d'être la ensemble avec ces différences, de partager, cultiver un terrain et son autonomie, tout en restant ouvert.e et généreux.se, tous ces élément vont faire la force de cette lutte.

Actuellement le feuilleton suit son cours, squatteuses at squatteurs Vs mairie, les dernières nouvelles seraient que le collectif la Bourdache peut rester jusqu'au 30 mars 2012 et la piste que les fouilles archéologiques seront longues laisse de la place aux jardins avec un peu d'espoir.

A suivre... Les épisodes suivants de la lutte entre la Bourdache et la ville de Lausanne sont et seront sur le site [lereveil.ch](http://lereveil.ch)



# On nous appelle « les paysans »

**Texte paru dans le Bulletin de Contre-Info en Cévennes**

Nous sommes resté.e.s terré.e.s à la campagne ou bien nous sommes parti.e.s loin du béton des villes.

Nous avons refusé d'être esclaves d'un boss..., mais nous sommes resté.e.s serviles car intégré.e.s à ce système que l'on ne peut fuir.

Nous avons cherché un bout de terre, parce que nous n'étions pas (tou.te.s) né.e.s avec. Toutes les terres sont sous le régime de la Propriété Privée. Il en est qu'elle délaisse et que le temps valorise pour la spéculation, d'autres qu'elle loue, d'autres qu'elle vend.

Nous avons signé de moches baux qui nous engagent à payer régulièrement cette terre que nous nourrissons et qui nous nourrit.

Nous avons dépensé notre sueur et économisé pour payer un lopin. Il nous a fallu garantir et emprunter, et il nous faut désormais rembourser pour bonifier l'action Crédit Agricole. Nous sommes devenu.e.s propriétaires de quelques ares difficilement lâchés par celles et ceux qui ne les comptent plus, nous sommes intégré.e.s à la Propriété en restant propriété de l'Argent et de celles et ceux qu'il engraisse.

Nous avons convoité une terre oubliée, cachée par les ronces, et nous l'avons cultivée jusqu'à ce que des bipèdes en costards et en uniformes la saccagent et nous poussent à aller recommencer ailleurs.

On nous a promis la tranquillité, du fric et des droits pour peu que, depuis ce bout de terre loué, acheté, hérité ou squatté-légalisé, nous fassions ce que la loi et l'économie veulent de nous, de notre travail.

On ne nous encore laissé que des non-choix.

On nous a dit qu'il fallait vendre les fruits de la terre et de notre travail, produire parce qu'ainsi nous vivrions mieux et que cela rendrait service au pays.

On nous a dit que pour cela, il fallait respecter encore un certain nombre de règles, faire des calculs, payer des taxes, et toujours tout noter pour que l'on nous contrôle.

Nous sommes des paysans, et souvent des comptables...

Nous sommes des paysans, et souvent des vendeurs...

Nous sommes en concurrence avec celles et ceux qui ont des terres en abondance, avec les « gros.se.s » exploitant.e.s agricoles qui font trimer celles et ceux qui n'ont rien, parfois pas même le droit d'être là parce qu'elles viennent d'ailleurs.

On nous a aussi loué ou vendu la mécanisation parce qu'il fallait faire du chiffre. Nous avons raqué, seul.e.s ou à plusieurs, pour avoir des machines à traire, des machines à presser les grappes, des machines à écraser les châtaignes, des machines à labourer la terre, des machines à récolter, des machines à planter... Comme nos pairs à l'usine, nous aussi, nous sommes devenu.e.s esclaves des machines. Parfois, bien sûr, nous avons refusé l'engrenage, sans doute aussi parce que le relief ou la banque ne nous laissaient pas forcément le choix.



Nous semons les graines qu'elles ont modifiées, sélectionnées pour leurs profits. Nous leurs rachetons sans cesse alors qu'elles ne sont pas adaptées à la terre où elles germent.

Nos vaches sont cirrhosées et se ressemblent toutes, parce qu'on veut faire d'elles des machines à produire du lait. Nos animaux sont obligatoirement fichés, médicamentés, tatoués, vaccinés et bientôt pucés, et c'est peut-être justement pour cela qu'ils sont malades, que les vaches deviennent folles, que les moutons sont brûlés par centaines, que les poules sont enfermées pour prévenir d'une éventuelle épidémie.

Que l'on (se) vende pour l'industrie agro-alimentaire ou sur le marché du coin, on nous impose des normes à respecter parce que ce qui est vivant est trop incontrôlable. Il faut pasteuriser et javelliser les fromages, traiter voire irradier les fruits... Même le taux de sucre de la confiture doit être mesuré précisément. Nos bêtes, il faut qu'on les amène dans les abattoirs pour que l'on contrôle leur traçabilité et que des machines les massacrent en nombre. Il faut aussi les faire inséminer artificiellement...

On nous vend la poudre blanche, la poudre bleue, la poudre jaune..., pour accroître le rendement des terres, empoisonner les plantes et animaux nuisibles. Il est avéré que c'est aussi du poison pour nous, pour la terre et pour tout ce qu'il reste de vivant.

On nous vante le mérite du Bio : un nouveau marché pour lequel il faut revenir à ces méthodes qu'on nous avait présentées comme dépassées, mais qui permettent de vendre plus cher pour que les plus riches, elleux, ne s'empoisonnent pas. Il faut intégrer soit des « labels » pour lesquels il faut payer pour pouvoir se faire contrôler, soit des « mentions » pour autogérer notre propre contrôle et notre propre marketing. Des solutions éco-industrielles pour que le Bio lui aussi soit productif et rentable arrivent, et nous restons encore une fois sur le carreau.

On nous transforme par ailleurs en paysagistes de leurs parcs à touristes, de leurs vitrines du développement durable, ouvrier.e.s du paysage-marchandise.

Nous devons repasser les draps des cadres en vacances, servir le repas terroir et, bien sûr, jouer pour elles et eux le rôle de cette nostalgique et rustique paysannerie des temps perdus, ou bien celui d'illuminé.e.s qui vivent sobrement, décroissement, coolément, comme si nous étions en dehors du monde, perché.e.s sur les montagnes et penché.e.s béatement sous le cul des chèvres... Comme si notre travail était toujours un plaisir, comme si la misère de notre vie et celle du reste du monde nous laissaient indifférent.e.s...

Nous aussi, les banquiers nous sucent le sang. Nous aussi, nous tirons la gueule quand les factures arrivent. Parfois, nous ne pouvons pas nous permettre de manger ce que nous produisons parce que les « éco-produits labellisés luxe terroir » ne sont pas pour les petites gens. Parfois, le marché nous oblige à brader nos productions sans se soucier de nous voir crever.

Nous aussi nous nous contentons de survivre, faute de mieux.

Nos faits et gestes sont surveillés.

Nous sommes les larbins des riches.

Nous sommes esclaves de cette société, de son argent et de ses lois.

Nous sommes des paysannes et paysans de la classe d'en bas.

Allons-nous rester éternellement soumis.e.s ?

Nous ne voulons plus, nous ne voulons pas, être ces paysans-là parce que nous ne voulons pas de ce monde-là !

Ne soyons pas leurs paysan.ne.s pas plus que leurs ouvrier.e.s, leurs routier.e.s, leurs maçon.ne.s, leurs employé.e.s, leurs prostitué.e.s..., ni les allocataires ou les mendiant.e.s de leurs quelques miettes...

Finissons-en avec ces cases et ces séparations entre celles et ceux qui subissent les conditions d'exploitation.

Cultivons la révolte partout sur cette terre.

Faisons partie de celles et ceux qui se battent contre ce que l'on nous présente comme indépassable. Le cul par terre, la tête dans les étoiles.

Mars 2010.

# *Là où tout a été « géré », plus rien ne pousse*

*Texte et images tirés de La Lettre de l'Oseraie, hiver 2011.  
Disponible sur [www.jardindes400gouts.org](http://www.jardindes400gouts.org)*



Suite à quelques discussions et impressions ressenties lors de rencontres avec les personnes proches et/ou intervenant autour de la sphère agricole et paysanne, nous avons eu envie d'écrire ce texte.

Il s'agit ici de réfléchir autour de plusieurs questions que nous estimons cruciales. Que révèle le fonctionnement gestionnaire de notre société? Que signifie-t-il en particulier dans le cas de la production agricole et de l'installation à la campagne?

Quels sont les moyens d'agir contre et à distance du monde de l'économie? Le but n'est pas de porter un discours qui a tout vu, tout entendu. Toutefois, sans analyse, sans autocritique, nous nous voyons coincé.e.s dans un périmètre circonscrit par un certain nombre de sphères que nous connaissons déjà bien: le monde associatif, le militantisme, le syndicalisme, la citoyenneté, le management... La tentation est forte, lorsque l'on écrit un texte de ce genre, de faire table rase, mais les écrits qui résultent d'une telle ambition se révèlent assez méprisants et leur éventuelle lucidité est rendue peu désirable par le ton de contempteurs qu'adoptent leurs auteurs. Le propos serait plutôt, ici, de forger des mots et des concepts à même de rendre notre position sur le sujet à la fois visible et intelligible.

Nous ne voulons pas être des snipers, réfugié.e.s dans une tour d'ivoire, seulement des paysan.ne.s dilettantes, révolté.e.s et curieu.ses.

## L'ÉCONOMIE PARTOUT

La langue révèle beaucoup sur l'époque. Ce qu'aujourd'hui nous constatons en premier c'est l'inflation et l'omniprésence des concepts creux et des dénominations prêtes-à-l'emploi. Tous les domaines semblent être frappés par cette évolution. Au delà du vocabulaire managérial, qui en est sa pire expression, la langue d'aujourd'hui a peine à nommer et décrire la situation présente.

La langue contemporaine semble plutôt s'attacher à réagir à cette situation, à l'aide de mots-pansements qui s'adaptent à la réalité plus qu'ils ne la décrivent : avec toute leur mauvaise foi et leur horreur de l'égarement, ils produisent une réalité qui fonctionne, se substituant à une réalité incertaine, cherchant ses mots. Il s'agit d'une forme d'économie de pensée, d'économie de tristesse, d'économie de rébellion : les mots qu'on nous propose conviennent tellement bien. Pour preuve, ce sont des mots déracinés, inventés sur mesure, gagnant sur tous les points (praticité, concision, neutralité).

Il s'agit d'une évolution du capitalisme, qui avait déjà été évoquée depuis longtemps, notamment par le roman alors futuriste de George Orwell,

1984. Elle a été, depuis, de nombreuses fois constatée, décrite et analysée notamment sous le terme de « novlangue » (Orwell avait d'ailleurs une expression, moins connue, pour désigner le mimétisme langagier : la « canelanguage » ou le parler-canard des répétiteurs de formules toutes faites et dans l'air du temps). Nous n'en sommes plus au commencement, mais bien plutôt dans une énième phase qui ré-emploie les mêmes ingrédients sans nous faire passer la nausée. Nous sommes né.e.s dedans et n'avons pas connu grand chose de différent.

Les mots servent d'écran de fumée, pour entretenir un brouillard séparant les un.e.s et les autres. Le sentiment de jouer juste à partir d'une gamme restreinte de termes imprécis, pléonasmes ou oxymores est la démonstration de cette séparation. Comment des gens parlant ensemble de « projets de développement solidaires et participatifs sur un territoire durable » peuvent-ils imaginer se comprendre ? L'accumulation toujours grotesque de ces termes sans fond accompli, de l'aveu même des employés des institutions qui bâtissent et usent de ces conceptions, une fonction de verbiage, de langue de bois, de « remplissage ». On parle comme ceci car il faut être à la page ; on ne parle plus de cela car ce n'est plus de notre temps.



En effet, les termes de « concept », « territoire », « développement », « durabilité », « compétitivité », etc. prennent la place de ce qui ne peut que se raconter, se confier, ou ramènent dans le giron de l'économie ce qui lui échappe. D'une part, ces choses trop humaines : les folles idées qui nous traversent (concept) , l'attachement au pays où l'on a grandi et ses frontières au-delà desquelles on n'osait s'aventurer (territoire) . D'autre part, ce qui est trop peu humain : la volonté institutionnelle de planifier les temps à venir (développement) , le calcul du temps durant lequel l'inconscience entrepreneuriale sera encore supportable (durabilité) . Ce sont des mots qui nous évitent à la fois de nous absenter du capitalisme et de nous apercevoir qu'il agit à distance de nous.

Les mots servent donc aussi à nier d'autres mots: lorsque l'on visionne, à la fête de l'AMAP du coin, un document vidéo d'une heure, qui évoque pêle-mêle d'audacieuses cornichonneries telles que la «citoyenneté alimentaire», les «écoles de consommateurs» et la nature «solidaire et durable» des dispositifs mis en place par des collectivités, on ne s'attache absolument pas à la vie des pauvres en France, on ne parle pas de la misère du travail, on ne célèbre pas la joie virale de subvertir l'économie et on fait mine d'ignorer les antagonismes de classe. Oh si, on évoquera, au terme de contorsions langagières «le pouvoir d'achat défavorable» des «personnes en insertion sociale».

Le sentiment d'être cerné.e.s de part et d'autre par les concepts molletonnés de la novlangue ne doit pas nous engager dans une attitude cynique qui consisterait à ricaner de ces

innovations de communicants. Il est à noter, par ailleurs, que les publicitaires et les conseillers sont les meilleurs détracteurs de leurs propres productions. Or, le monde de la novlangue n'est pas un monde d'abstractions, il est l'outil de la gestion affinée, parfois raffinée, du cheptel humain. Ses effets sont donc bien réels.

Et si nous en venons aujourd'hui à utiliser les métaphores peu élogieuses de l'élevage en batterie, c'est par le dégoût que nous inspire cette existence promise et par nécessité impérieuse de comprendre comment on a pu en arriver là. Le détour que va suivre ce texte est celui de notre expérience propre et de celle de quelques connaissances, autour d'interrogations communes sur une activité vaste et profondément remaniée par les conditions modernes d'existence: l'activité de production agricole.



## **DÉCHÉANCE DE LA PAYSANNERIE**

Lorsque l'agriculture s'est industrialisée au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, elle a acquis progressivement toutes les caractéristiques d'une activité «de pointe»: elle a achevé de mécaniser le plus grand nombre de tâches, s'est isolée, a nécessité des connaissances de laboratoire; elle est devenue opaque. Aujourd'hui, on finit par n'en parler dans les journaux télévisés que pour en évoquer les multiples fragilités: catastrophes sanitaires, épizooties, dépendance au marché global, sécheresses. De temps en temps, un reportage classé «Insolite» nous montre le kiwi sans poil, obtenu par on ne sait quel croisement. Cette vision de l'agriculture comme une production «high-tech» contraste, du moins en partie, avec les conditions de vie déplorables des agriculteurs qui, dans ce contexte, essaient encore de travailler humainement. Et là où les ouvriers pouvaient éprouver, parfois à tort, un horizon de solidarités, les paysans déchus se retrouvent face à un faisceau d'asservissements: le milieu, le travail, la machine, le marché, la solitude et, enfin, le mépris.

Au cours des dernières décennies, la filière agroalimentaire a témoigné de tentatives de puissance insensées: supprimer la végétation spontanée, reporter les grandes pluies, dévier les nuages de grêle, jouer avec les prix des matières premières, construire des machines monstrueuses abattant le miracle du travail humain, confier la rédaction de cahiers des charges à des organismes incompétents (ministères, labels), encourager les caprices incessants des consommateurs en

quête de petits prix et d'exotisme. Comment a-t-on pu croire à une vision de la production agricole comme machine aux directions inébranlables, à la technicité accomplie, à l'efficacité redoutable? C'était oublier la singularité de la transmission de techniques et de savoirs, l'humilité forcenée et la grande fatigue qui lui sont liées, le grand-ouvrier-climat qui n'en fait qu'à sa tête, le sens de la mesure... C'était oublier la nature et nier l'homme.

La réponse historique à cette grande transformation de l'agriculture a résidé dans la multiplicité des organisations paysannes formées au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Organisations révolutionnaires, mouvements de jeunesse, syndicats.

Des formes plus floues ont également émergé aux marges des révoltes des années 1960 et 1970 en Europe. C'est à cette époque que naît, dans les pays les plus engagés sur la voie de la toute-puissance économique, un espoir violent en un retour à la terre, sous forme de communautés autogérées.

Un retour curieux, audacieux, joyeux, peut-être moins efficace, moins productif que les agrandissements qui déjà s'accéléraient. Refusant le diktat de l'économie, ces communautés expérimentent beaucoup, et ne se cantonnent pas à l'activité agricole. Certaines exploseront, d'autres traverseront le temps.

Les années 1980, les «années cons», balayent d'un vent glacial cet horizon. Les communautés ne deviendront pas un mode majeur d'installation paysanne. Il faut se rendre au réalisme libéral. Il faut construire l'Europe. Il faut retourner au

boulot. Le secteur agricole en France, mélange de libéralisme entrepreneurial et de planification par la PAC, enterre ses aspirations à une élaboration autonome.

## **RACHAT SYMBOLIQUE**

Accompagnant et achevant cela, il y a la «valorisation», c'est-à-dire la fabrique d'images d'Épinal par les «communicants», qu'ils soient médiatiques, gouvernementaux et/ou militants. Les valeurs et les fantasmes attachés au monde rural restent, lorsque l'économie a pourtant tout détruit. Aujourd'hui, on invente une nouvelle fonction à l'agriculture, celle de l'«entretien des paysages». On appuie sur les spécificités régionales. On crée des labels pour assurer que tel ou tel procédé est bien employé. On insiste sur une représentation de la dolce vita campagnarde et du lien social authentique. On nous présente comme inéluctable la disparition des petites fermes sous la pression du marché mondial et de la population grandissante. Il s'agit de la mise en place d'un réel plan de sauvegarde, comme si la part humaine du travail paysan était vraiment ridicule, archaïque. Le travail lui-même n'est plus qu'une aberration sympathique, digne d'être montrée dans les écomusées.

Sans vouloir sonner la charge sur certaines impasses prévisibles de l'agriculture biologique certifiée et des AMAP, nombre de ces institutions font également partie du paysage mensonger qui s'élabore autour de la production agricole et de la vie en milieu rural. Elles ont aussi leur responsabilité dans la vision planifiée de l'agriculture: labels

et chartes laissent peu de place à l'invention sous prétexte de coordonner l'engouement pour une «nouvelle agriculture».

Ces institutions tiennent un rôle majeur dans la société de consommation. Si la popularisation et la diffusion du principe de l'agriculture biologique et de proximité sont bien révélatrices d'un intérêt croissant envers le domaine assez flou des «questions d'alimentation», il faut noter que cet engouement s'accorde très bien avec les ambitions d'une grande partie des entreprises de cette nouvelle filière agroalimentaire: constituer une niche à forte valeur ajoutée.

D'une part, le principe de labellisation «AB» sert un régime de contentement, c'est-à-dire que dans bien des cas, la participation à un tel type d'achat suffit aux gens pour s'estimer auteur d'un geste salvateur. C'est apporter du crédit à la dernière illusion publicitaire du capital, qui prétend par là se sauver de lui-même: le «consomm'acteur». Quand bien même les produits bio chasseraient les autres dans les rayons, entraînant hypothétiquement une baisse générale de l'utilisation des produits chimiques dans l'agriculture, cela ne remettrait en cause ni l'hégémonie de la grande distribution, ni les dérives de la production industrialisée, ni les rapports d'exploitation entre l'Occident et le Tiers-monde, ni les aberrations du libéralisme globalisé. Autre élément qui réactive les mécanismes de la société de consommation: l'identification au produit, à la marque. L'identification comme «acheteur bio» peut aussi constituer une forme de distinction, de la part d'un groupe de personnes qui affirment leur besoin de consommer des



produits de qualité. Une distinction qui n'est pas un marqueur de classe sociale mais de bon goût et de «clairvoyance» politique («Consommer bio, c'est voir plus loin», lit-on un peu partout).

Le mouvement de création des AMAP a eu le mérite de pointer la question de la distribution comme centrale, en proposant de relocaliser celle-ci autour d'une association entre des producteurs et des consommateurs. A cela s'ajoutait une pratique sympathique, supposément «avec» le producteur. Au terme d'une dizaine d'années, on peut s'inquiéter de ce qu'une grande part de ces associations, à l'origine en recherche d'un maximum d'autonomie et de liberté à l'égard du système marchand, aient finalement adopté des solutions gestionnaires aux problèmes posés par une telle démarche, c'est-à-dire principalement la conservation de la division du travail.

Là encore, la critique n'est valable que dans la mesure où de nombreuses AMAP se sont montées avec le but affiché de «remettre en cause le rapport producteur-consommateur». Or, dans la majorité des cas, le producteur reste lié à ses clients par un contrat unilatéral. Au «consomm'acteur» se substitue bien souvent le consommateur paternaliste, flattant «son» producteur. Un exemple pour illustrer cela: celui d'un maraîcher breton, ayant pu acquérir des terres en périphérie urbaine, livrant à une AMAP formée par le voisinage cossu d'une banlieue de médecins, architectes, professions supérieures... L'association des consommateurs se permet, conformément à ses statuts, d'intervenir dans ce qui va être le revenu de l'agriculteur, modifiant parfois son acte de production, enquêtant sur ses pratiques («Est-ce

vraiment bien biologique? Fait-il vraiment ce qu'il faut pour nous procurer le plus de légumes possibles?»), sans qu'à aucun moment ce rapport de subordination ne puisse s'inverser. Le maraîcher ne peut en aucun cas influencer sur le train de vie de ses clients, qui lui demandent d'ailleurs de ne pas trop utiliser le tracteur le week-end: cela fait du bruit. Ce que le «pouvoir d'achat» achète également dans ce cas précis, c'est le silence des producteurs sur l'absence de remise en cause de leur lien aux consommateurs.

## **ENCORE UNE FOIS, INVENTER**

Mais toutes ces observations ne font que constater les conséquences de la production de biens alimentaires au sein d'une société capitaliste industrielle. Il ne paraît pas judicieux de tourner en rond pour en faire l'inventaire et moquer sans fin l'ensemble des palliatifs que prodigue cette même société. Il est temps de dire que puisque la terre a été brûlée, puisque le paysan a été mis au rebut pour cause de non-rentabilité, puisque l'on a tant rationalisé le métier, alors la nouvelle génération commencera en amatrices et amateurs éclairé.e.s, en adversaires de l'économie, en dilettantes passionnés. Parallèlement et paradoxalement, il lui faudra solliciter des moyens hors d'un monde agricole qui pouvait déjà à peine, jadis, permettre aux travailleuses et travailleurs de la terre l'acquisition de leurs moyens de production au terme d'une vie de labeur. Il lui faudra découvrir ce qui a manqué aux ancien.ne.s, ce dont on les a / illes se sont privés: le monde étranger à ce travail curieux.

Lorsqu'aujourd'hui, des personnes comme nous se disent «cultivons la terre», lorsqu'elles se mettent à plusieurs pour retourner un terrain, acquérir des fermes, les faire fonctionner avec de la joie, c'est bien qu'elles donnent de l'importance à une curiosité fondamentale. A cela qui fait qu'il n'est pas seulement plaisant (qui a cru que se geler les mains pour récolter les betteraves prises sous la neige était plaisant?), mais vital, de s'attacher, de découvrir, de connaître. A ce qui rend nécessaire le passage par l'acte de production lorsque l'on défend des idées d'autonomie et d'émancipation. Et toutes ces nouvelles paysannes et paysans savent qu'il n'est pas suffisant d'être là. Que s'ils se lèvent pour aller faire ceci ou cela dans des jardins, des fermes, des squats, des manifestations, ce n'est pas ou plus mu.e.s par une conscience cosmique de La Cause. La Cause, cela peut marcher quelques mois, quelques années, on le sait bien. Mais ce qui nous tient là: les amis, la curiosité, la rage, c'est autre chose.

Et puis, ce ne sera peut-être pas aussi difficile que ça. Là où la figure de l'entrepreneur solitaire figeait la pratique dans une angoisse sans fin (de ne pas trouver de débouchés, de ne pas rembourser l'emprunt, de ne pas assurer de revenu, de ne pas exister au-delà de son travail...), les bandes néo-rurales découvrent qu'un monde existe déjà, peuplé de résistant.e.s aux long cours, de petites vieilles et vieux au moral d'acier, de coups de main à donner et à recevoir. Ne déclarons pas trop vite désertiques ces terres et ces villages qui nous semblent pourtant bien revêches.

## **NE PAS PERDRE LE FIL**

Ce texte évoquait à son commencement la pénétration dans tous les aspects de la vie humaine du principe de gestion. Ce qui émane de cette génération qui a recours à la terre pour exister, c'est justement la fuite de cette dictature bienveillante. Repli stratégique qui n'est jamais total, qui n'est jamais voulu comme une fin en soi. Il s'agit plutôt de créer des lieux de confiance, des lieux d'amitié. Pour y réfléchir, s'y échanger nos forces, celles qui seront à dégainer dès l'occasion venue. Pour se donner les moyens de produire encore de façon honnête, puisque l'on a vu que la solitude acculait les paysan.ne.s là où plus personne (ni même elles et eux) ne respectait ce travail.

Puisque le travail agricole ne paye pas suffisamment les premières années, puisque les fermes récupérées sont à retaper, puisqu'il n'est pas désirable de s'enfermer dans un stakhanovisme alternatif, alors il est parfois nécessaire d'être en prise avec les dispositifs gestionnaires: pour travailler, pour voyager, pour récupérer un peu d'argent. Un péril réside en cette attitude, celui de rester indéfiniment à la merci de ces dispositifs. C'est pour cela qu'il ne faut pas perdre le fil, avancer avec d'autres, agir avec stratégie.

Il est toujours bon de rappeler ces évidences, car la large palette des «gens qui s'intéressent à la production agricole» comporte des éléments auxquels nous nous sentons radicalement opposé.e.s. Nous n'imaginons pas être en train de vivre dans une société non-violente, où tout

est possible pourvu qu'on s'en donne la peine. Nous ne croyons pas que la simple et candide revendication de certains droits suffira à éloigner la pression de la police. Nous agissons au sein d'un paysage barbelé de dominations et de contrôle. Faire de la place à l'espoir, c'est ce qui est nécessaire au démontage des structures de mort, des dispositifs qui nous «gèrent».

## ***PROPOSITIONS POLITIQUES***

A ce stade de la réflexion, nous ne pouvons que tracer quelques lignes. Des lignes qui rassemblent et des lignes qui partagent.

Il y a dans notre pays le poids de l'histoire des luttes contre l'exploitation, contre le progrès technologique, en bref, contre tous les projets d'asservissement à plus ou moins long terme. Il y a aussi les inventions de notre jeunesse, qui sont parfois des redites de ce passé. En effet, c'est souvent cet héritage qui nous apparaît d'abord comme une incitation à chercher et choisir nos voies.

Ce qu'il faut faire, sans doute, c'est rendre toute mémoire active: rencontrer celles et ceux qui ont pris acte avant nous, rendre disponibles et diffuser les documents liés à ces temps de tension, afin de révéler d'autres volontés d'autonomie.

La question de l'organisation, autour ce que nous avons de plus solide, est également au centre des urgences actuelles. Ainsi, nous partons en recherche des amitiés, solidarités, lieux et pratiques de lutte. Que l'on songe à l'importance de la stratégie du blocage lors des grèves d'octobre 2010,

ou à la force de l'opposition à la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et de la ligne TGV Lyon-Turin.

Nous savons cette question cruciale, et c'est pourquoi nous ne pensons pas pouvoir nous exempter des tentatives, des fausses routes, des erreurs, des succès hasardeux. Les pratiques d'organisation sont sans doute celles qui, le plus, se rapportent aux époques et aux contextes particuliers (politiques, policiers, sociaux, générationnels, etc.); c'est pourquoi elles sont sans cesse à réinventer et re-définir.



# LE JARDIN DES 400 GOÛTS A BESOIN DE VOUS

Nous formons le collectif agricole du Jardin des 400 Goûts, installé sous forme associative à la Ferme de l'Oseraie, en Normandie. C'est par la nécessité de lutter contre le monde capitaliste que nous sommes venu.e.s à l'agriculture. Ouvrir un tel lieu, c'est promouvoir une agriculture non-industrielle pratiquée dans de petites fermes, c'est permettre à chacun.e de se rapprocher sa vie, c'est densifier les réseaux existants.

Actuellement, nous pratiquons l'arboriculture et le maraîchage, à échelle humaine, avec des techniques peu coûteuses. Il nous faut encore retaper quelques bâtiments, restaurer de vieux vergers, acquérir les outils agricoles nécessaires, permettre l'accueil de personnes de passage. Cette recherche d'autonomie bute actuellement sur son coût de mise en place.

Il nous manque 20 000 euros pour pérenniser cette aventure. Si nous avons aujourd'hui besoin d'un coup de main financier, nous serions d'autant plus satisfaits si celui-ci était un prétexte à la rencontre et au partage.

Notre site internet : [www.jardindes400gouts.org](http://www.jardindes400gouts.org)

Pour nous contacter : [grata.asso@gmail.com](mailto:grata.asso@gmail.com)

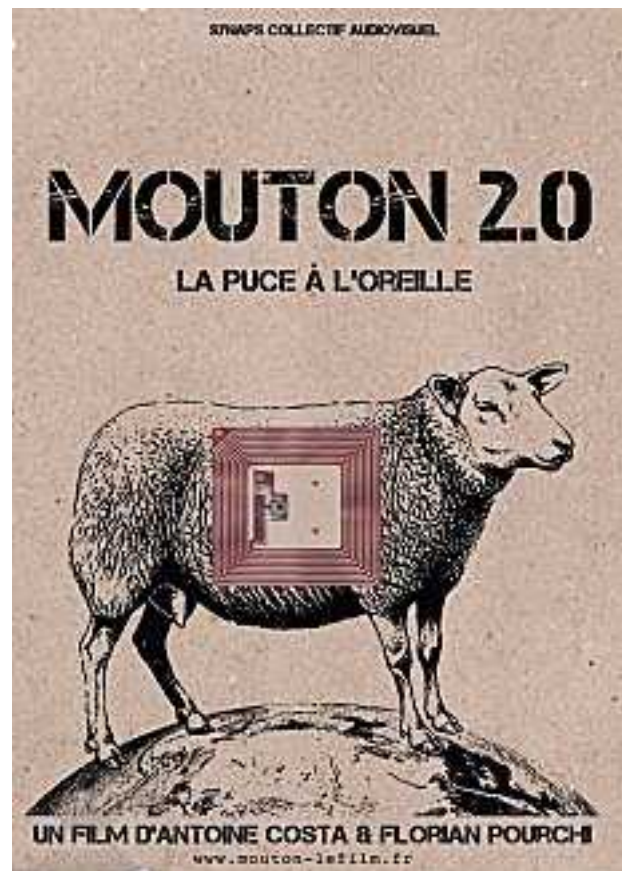


# Film - Mouton 2.0

## Note d'intention

La lutte des éleveuses et éleveurs contre le puçage RFID des moutons peut apparaître comme un combat de plus. Pour certain.e.s c'est un combat comme un autre, un combat contre les obligations (la dernière en date étant celle de l'obligation de vacciner contre la FCO<sup>1</sup>.) Cependant comme nous l'avons constaté dans nos entretiens avec les éleveuses et éleveurs il ne s'agit pas d'une obligation supplémentaire. C'est une volonté à moitié camouflée d'industrialiser l'élevage ovin et caprin, une volonté de contrôle total afin d'amener l'élevage vers d'autres aménagements futurs, sur le terrain de la génétique notamment. (Voir à ce propos la loi sur les reproducteurs certifiés<sup>2</sup>.) Camouflée, car selon celles et ceux qui imposent la puce (État, autorités sanitaires et vétérinaires), la puce serait un outil de traçabilité, donc de sécurité pour la consommatrice ou le consommateur et diminuerait la pénibilité du travail pour l'éleveuse ou l'éleveur.

Pour aborder cette problématique nous avons choisi le secteur ovin, les moutons, l'élevage des agneaux, des brebis... Là où l'imaginaire commun n'arrive pas à se représenter le métier de berger.e derrière un ordinateur équipé d'un lecteur de données pour contrôler ses bêtes, c'est pourtant cette réalité qui domine l'élevage moderne. C'est probablement ces femmes, éleveuses, bergères, qui historiquement ont le plus résisté contre l'industrialisation du secteur agricole et ce n'est pas anodin si ce sont elles et eux qui se retrouvent moteurs de la lutte contre ces nouvelles obligations qui apparaissent.



Les RFID sont le point de départ du projet de ce film documentaire. Le puçage se généralise autour de nous, les informations se recoupent, la carte d'identité biométrique s'impose. À chaque fois avec de bon prétextes, de bonnes raisons, de bons arguments. Avec la directive européenne concernant le puçage obligatoire des cheptels ovins et caprins, nous assistons à la première obligation d'envergure de puçage du vivant. Une expérimentation grandeur nature dont les industriel.le.s se flattent.

C'est dans ce contexte que s'inscrit ce film, mais nous avons volontairement choisi de le laisser en toile de fond. Nous consacrerons la majeure partie du documentaire aux paroles d'éleveuses et d'éleveurs sans commentaires. Un peu à la manière des tribunes libres dans la presse nous écouterons les récits de celles et ceux qui vivent ces transformations et luttent contre les obligations.

Nous revenons avec chaque éleveuse ou éleveur sur les raisons qui les ont amené.e.s à ce métier, à cette passion. Nous partageons avec elles et eux leurs inquiétudes mais aussi leurs espoirs. A l'écoute des bergers, des éleveuses nous tentons de comprendre ce métier ; et à travers leurs regards, nous ouvrons les yeux sur le danger d'une société industrielle et frénétique.

[1] Fièvre Catarrhale Ovine – Le gouvernement français impose la vaccination contre la FCO en 2009/2010 puis retire l'obligation suite à de nombreux effets secondaires sur les bêtes et une forte mobilisation des éleveuses et éleveurs.

[2] Une loi prévoit pour 2015 l'obligation pour les éleveuses et éleveurs de faire certifier (homologuer) leurs béliers.



## les paysan-ne-s dans la lutte des classes

une émission sur l'agriculture et les luttes paysannes  
un jeudi sur deux de 18h à 19h sur Radio Canut 102.2FM



***"Une émission sur l'agriculture et les luttes paysannes, un jeudi sur deux de 18h à 19h sur Radio Canut 102.2 FM" et sur [radio.canut.free.fr](http://radio.canut.free.fr)***

Parce que les campagnes sont traversées par des rapports de pouvoir, entre productrices et acheteurs, entre paysan.ne.s et agro-industries, entre fermier.e.s et propriétaires, entre possédant.e.s et dépossédé.e.s ;

Parce qu'entre ville et campagne, il y a encore et toujours des rapports de pouvoir, où subsistent mépris et folklorisme, où tout ce qui est légitimé depuis des décennies est urbain, où des Chambres d'Agriculture aux préfetures, en passant par les tribunaux, c'est depuis la ville qu'on administre, qu'on régule et qu'on punit ;

Parce que sous sa couche de peinture verte et participative, l'Etat rêve encore et toujours de faire des campagnes une fantastique usine, et partout déploie -des puces dans les brebis aux brevets sur les plantes- ses instruments de contrôle pour y parvenir ;

Parce que les amendes pour refus de vaccination, la contractualisation des ventes au profit des industriels, les conditionnalités des primes pour faire rentrer tout le monde dans le rang, les taxes « volontaires et obligatoires », les hectolitres de pesticides déversés par arrêté préfectoral, les restrictions sur la transhumance, les productions payées des miettes sous prétexte de Bruxelles, de Chicago ou d'autres ; le clientélisme foncier ; la solitude et le mono-emploi ; les autoroutes, aéroports et jeux olympiques qui veulent virer les cultures ; sont des éléments d'un même mouvement de dépossession généralisée, qui s'abat sur les campagnes depuis des décennies. Dépossession de l'outil de travail, dépossession des savoirs et savoir-faire, dépossession des activités, dépossession des vies ;

Parce que depuis la ville, souvent on ne voit de tout ça que des miettes, ou quelques explosions... quelques panais dans un panier, et ça et là des bottes de pailles en feu les jours de colère ;

Parce que face à cette dépossession, des paysan-ne-s et leurs allié-e-s s'organisent, inventent et expérimentent, tissent des solidarités, mettent des grains de sables dans les rouages pour inverser le processus, pour se réapproprier leur activité et leurs vies ;

Parce que c'est dans ces expériences, ces rencontres et ces solidarités que se posent les bases de l'autonomie paysanne.

Les paysan.ne.s dans la lutte des classes veut être d'abord un espace où s'expriment ces inventions, ces expériences et ces organisations, où ces luttes et ces solidarités se visibilisent.

# Qui sommes nous ?

Nous sommes des jeunes paysan.ne.s, des sans-terre et des paysan.ne.s en devenir, ainsi que des personnes qui veulent retrouver le contrôle de la production alimentaire.

Nous appelons «paysan.ne» quelqu'un qui produit de la nourriture à petite échelle, pour sa famille ou pour la communauté, et qui éventuellement en vend une partie. Nous incluons également les travailleuses et travailleurs agricoles.

Notre but est d'encourager les gens à rester ou à retourner en milieu rural.

Nous promovons la souveraineté alimentaire (définie dans la Déclaration de Nyeleni) et l'agriculture paysanne, particulièrement auprès des jeunes et des citoyen.e.s, ainsi que des modes de vie alternatifs. En Europe, le concept de « Souveraineté alimentaire » n'est pas très commun et peut être clarifié par des idées telles que « l'autonomie alimentaire » et le contrôle des systèmes d'alimentation par les communautés au sens large, et non pas seulement les nations ou états.

Nous sommes déterminé.e.s à créer des alternatives au capitalisme au travers d'initiatives et de modes de production coopératifs, collectifs, autonomes, répondant à nos besoins et à petite échelle. Nous mettons nos idées en pratique et nous associons les actions locales aux luttes politiques globales. Pour atteindre nos objectifs, nous mettons en place des actions et des groupes militants locaux, et nous collaborons avec les initiatives existantes. C'est la raison pour laquelle nous choisissons de n'être pas un groupe homogène, mais bien de nous ouvrir à la diversité des acteurs qui luttent contre le modèle de production alimentaire capitaliste.

Nous mettons en avant les thèmes de l'accès à la terre, de l'agriculture collective et du droit aux semences.

Nous renforçons notre impact en collaborant avec des activistes qui agissent sur d'autres thèmes mais partagent la même vision sociale. Cependant, notre ouverture a ses limites. Nous sommes déterminé.e.s à reprendre le contrôle de nos vies et refusons toute forme d'autoritarisme et de hiérarchie. Nous nous engageons à respecter la nature et les êtres vivants, mais nous ne tolérerons jamais aucune forme de discrimination, qu'elle soit basée sur la race, la religion, le genre, la nationalité, l'orientation sexuelle ou le statut social. Nous refusons et nous opposons farouchement à toute forme d'exploitation des personnes.

Avec la même force, nous agissons avec convivialité, faisant de la solidarité une pratique concrète de notre vie quotidienne.

Nous soutenons les luttes et visions de la Via Campesina, et travaillons pour les renforcer au niveau des jeunes européen.ne.s. Nous souhaitons partager les connaissances et l'expérience acquise au fil des années de militance et de vie paysanne, et les enrichir avec les perspectives de celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas, ou pas encore, paysan.ne.s. Nous souffrons tou.te.s des conséquences des mêmes politiques et participons à la même lutte.



## Événement à venir

### **Invitation de Reclaim The Fields Ecosse au camp "Take Back the Land"**

Du 12 au 18 juillet

Pour plus d'infos visitez les sites <http://takebacktheland.org.uk/> et [www.coalactionscotland.org.uk](http://www.coalactionscotland.org.uk)

### **Camp Climat en Allemagne**

Du 3 au 12 août

Pour plus d'infos

<http://www.ausgeco2hlt.de/aktionen/klimacamp-vom-03-12-08-2012/>

### **Prochaine réunion RtF européenne**

En Septembre sur La ZAD à Notre-Dame-des-Landes